



Département Environnements et sociétés

Appui aux études CIRAD-IRAG
pour la SMFG en Guinée

Réunion avec les partenaires du CLC
du projet DURAS « forêt », le 21/08/07

*Rapport de mission en Guinée
du 8 au 24 août 2007*

Jean-Marie KALMS
CIRAD - E.S
Septembre 2007

SOMMAIRE

Remerciements	3
Cadrage de la mission.....	3
Déroulement de la mission	3
Résultats de la mission	5
1. Formations dans le cadre du FSP en 2007	5
2. Bilan des problèmes de gestion financière du projet Duras et des 2 études pour la SMFG, et leur résolution	5
3. Situation de l'étude des 25 communautés	7
4. Participation à la réunion du CLC du projet Duras, le 21/08 à N'Zérékoré	11
5. Rencontre avec la stagiaire Mélanie Canet, le 18/08 à Sérédou	11
6. Rencontres avec des projets à N'Zérékoré	12
Conclusions	13
Annexes	14
Annexe 1	14
Annexe 2	18
Annexe 3	19
Annexe 4	40
Annexe 5	46
Annexe 6	48
Résumé et mots clés	50

Remerciements

Je remercie vivement Sékou Béavogui, Directeur Général de l'IRAG, et son conseiller, Patrice de Vernou (CIRAD), pour leur disponibilité au début et en fin de cette mission.

En Guinée Forestière, je remercie tout particulièrement le Directeur du CRAS et Responsable de l'étude pour la SMFG, Koikoi Zoumanigui, ainsi que les trois chercheurs impliquées et les 4 enquêteurs engagés pour cette étude. Je remercie spécialement Aboubacar Camara qui initie l'étude de la petite ville de Lola, pour les échanges fructueux.

Je remercie également le coordonnateur du projet Duras « forêt », Sékouba G. Traore, ainsi que les partenaires, membres du Comité Local de Coordination (CLC), les deux Assistants Techniques, Nathalie Lamanda et Claude Jannot, et l'ensemble des chercheurs impliqués dans ce projet, pour leur dédication dans la réalisation de la 3^e réunion du CLC.

Je remercie Famoi Béavogui, coordonnateur scientifique de Moyenne Guinée, conseiller de la DG de l'IRAG, pour l'amélioration de la proposition de l'atelier de formation à l'approche de recherche-action en partenariat et des systèmes d'innovation.

Cadrement de la mission

Cette mission réalisée en Guinée, du 29 avril au 13 mai 2007, avait deux objectifs :

1. Une supervision des activités de l'équipe de l'IRAG chargée de réaliser l'étude socioéconomique de base des 25 villages riverains de la RBMN, pour la SMFG.
2. Participer à la 2^e réunion du Comité Local de Coordination du projet Duras « forêt » n°2-18, afin de réviser le déroulement des activités depuis le 15 mai, et reprogrammer et budgétiser les activités prévues jusqu'à décembre 2007.

Déroulement de la mission

08/08 : Voyage Montpellier- Paris – Conakry 10h – 21h

09/08 : Réunions à la DG de l'IRAG :

8h30 – 9h : Conseiller + DG – objectifs et planning des rencontres, 9h – 10h : conseiller – point sur les 2 études CIRAD-IRAG/SMFG, le projet Duras « forêt » et l'initiative AO RTRA/innovations agroforestières (UMR Innov. & Dév., UMR System), 10h-11h : conseiller + F. Béavogui – formation IRC module Approche systémique pour 4 jeunes chercheurs débutants/FSP, 11h -13h : F. Béavogui – amélioration de la proposition de formation RAP en intégrant les éléments d'A. Fall et F. Béavogui, 13h-14h : déjeuner DG + conseiller, 15h-16h : DG + conseiller - bilan des problèmes de gestion financière du projet Duras et des 2 études, et leur résolution.

10/08 : Voyage Conakry – N'Zérékoré 10h15 – 12h30 PAM, 13h30-15h : contact à l'antenne IRAG, remise d'un ordinateur au coordonnateur Duras, programme de la mission avec le Directeur du CRAS, K. Zoumanigui, avant son départ pour Sérédou. 16h-17h30 : point avec A. Camara sur l'étude Lola/SMFG et de post-doc en 2008.

11/08 : 8h-9h : point avec C. Jannot, 9h-10h : A. Camara - difficultés d'utilisation des images satellite N&B de SMFG, solution adoptée pour la cartographie des 2 études, 10h-12h : Notes de mission, 16h-18h : Première révision du rapport IRAG de C. Jannot et K. Zoumanigui sur l'exécution de la convention CIRAD-IRAG/SMFG : évolution (avenants), bilan budgétaire IRAG, difficultés.

12/08 : 9h-12h : révision de la note de J. Dopavogui/activité 5 Duras et propositions, 12h-13h : A. Camara : ajustement à son programme dans la phase d'installation à Lola et de lancement des enquêtes ; message au DG IRAG : contrat enquêteurs, etc. 19h-20h : Rencontre avec K. Zoumanigui, de retour de Sérédou.

13/08 : 8h-13h : travail à l'antenne /constat des difficultés – groupe électrogène en panne (grosse réparation car très vieux), substitué par un groupe moyen (3 KWA) plus économique, mais appartenant au DCRAS. Le responsable de l'étude est accaparé par sa fonction de directeur du CRAS. Préparation de la réunion avec SMFG du 14/08.

13h-15h : e.mail -cybercafé, 15h30-17h30 : rencontre avec l'équipe de terrain IRAG, revenue pour résoudre un problème lié à l'utilisation de l'ordinateur avec SIG/ groupe de 1 KWA au village de Weyakoré : solution testée - combinaison d'un portable avec un écran de poste fixe et utilisation du groupe moyen de l'antenne de N'Zérékoré.

14/08 : 8h-10h : trajet N'Zérékoré- Lola- Camp minier SMFG, 10h30-12h20 : réunion avec Jamison Suter (commanditaire), Hilde van Vlaenderen (consultante étude de pré-faisabilité d'impact socio-environnemental) et Fassou Haba (responsable des relations communautaires SMFG) – point sur l'état d'avancement des 2 études et réponses aux questions spécifiques de Hilde-mécanisme de circulation des données. Déjeuner au camp – 13h30-14h : trajet camp- Weyakoré : 14h-15h : équipe de terrain/difficulté avec le village de Gogota – erreur grave due à l'emploi du terme « délimitation »/ mise au point méthodologique par A. Camara/cf. guide remis par JMK au départ- poursuite de la cartographie participative dans un autre village éloigné ; 15h-16h30 : trajet Weyakoré-N'Zérékoré. 17h-18h : notes de réunion.

15/08 : Férié, 9h30-10h : rencontre avec les membres de la mission du FIDA d'identification de la réorientation du projet PRODAD, 10h-12h : réunion avec DCRAS pour préparer cette réunion avec l'IRAG sollicitée par cette mission. 15h-17h : travail grâce au petit groupe de C. Jannot, à son domicile.

16/08 : 8h-10h30 : travail à l'Antenne, 10h30-12h : participation à la réunion mission FIDA + équipe PRODAD avec l'IRAG : identification des acquis et offres du CRAS, 13h-14h : déjeuner avec l'équipe, 14h-16h : e.mail/cybercafé, 16h-18h : travail avec l'équipe à l'Antenne, compléments au rapport d'exécution de la convention par IRAG, 18h-19h : rencontre avec N. Lamanda – programme des 18 + 19/08 à Sérédou.

17/08 : 8h-9h : Début de réparation du petit groupe de C. Jannot. 9h-10h : point avec Zoumanigui, Jannot, Kallas : décision de réparation du groupe suite à l'obtention de l'accord du DG car indispensable au travail de l'Antenne, 10h-11h : notes de mission, 12h-13h : e.mail + rédaction/cybercafé, 14h30-15h30 : rencontre avec N. Lamanda, 15h30-16h : rencontre avec DCRAS, 16h-17h30 : base de données ménages.

18/08 : 9h-14h : travail avec Zoumanigui, Soumah et Kolié : révision du draft du rapport final - principaux résultats à développer. 15h-16h : trajet N'Zérékoré-Sérédou, 16h30-18h30 : bilan des résultats du stage de Mélanie Canet, avec N. Lamanda et K. Zoumanigui. Nuit à Sérédou.

19/08 : 10h-13h : N. Lamanda – point sur le programme agroforesterie/FSP, révision de la proposition Innovations agroforestières à l'AO RTRA, et synergie des 2 UMR pour la capitalisation et la mutualisation des terrains d'agroforesterie, 17h30-18h50 : retour à N'Zérékoré.

20/08 : 8h-10h : rédaction, relance du DG/problème de réception du virement pour Duras-Guinée, 11h-13h : CR de réunion avec la mission du FIDA/PRODAD, 15h-17h30 : suite rédaction, 17h30-18h30 : internet au cybercafé.

21/08 : 8h30-11h30 : préparation à la réunion Duras, échanges avec des partenaires, 11h30-14h : réunion du CLC du projet Duras (partie 1), 14h-15h : repas en commun, 15h-16h : partie 2 et 3 de la réunion + recommandations, 16h30-17h30 : internet, 18h-19h : bilan Duras avec N. Lamanda et perspectives 2008 + AO RTRA Innov. AF.

22/08 : 8h-9h : résolution d'un problème informatique, 9h-10h30 : visite à ACF- contact et remise du rapport sur la situation nutritionnelle en Guinée Forestière, demande de formation au GPS et SIG/MAP Info, partenariat en semences. 10h30-14h : rédaction CR et révision de rapports, 14h-15h30 : pause, 16h-18h : messages au cybercafé. 19h30-21h30 : échanges avec un partenaire de Duras.

23/08 : 8h-9h : rédaction, 9h-10h30 : réunion de toute l'équipe IRAG-CIRAD de l'étude SMFG- bilan des activités de cartographie participative (9 communautés) et des aspects méthodologiques génériques et spécifiques à certains villages ou groupes de deux villages voisins, et programmation jusqu'à mi-septembre. 10h30-11h : plan des dépenses urgentes, en attendant de recevoir le virement de 2 000 E, le 29/08, qui permettra d'assainir les arriérés et les dépenses fin août.

24/08 : 8h-10h : concertation avec A. Camara – thème du post-doc, copie de documents, fin de la mission à N'Zérékoré. 12h45-14h10 : vol du PAM à Conakry, 15h-16h : restitution de la mission au DG de l'IRAG & 16h-17h : suite des discussion, 18h-19h : rencontre avec le consultant du FIDA, 22h30-7h : Vol Conakry – Paris.
25/08 : 11h30-13h : vol Paris – Montpellier

Note de conjoncture de cette mission :

La première semaine de la mission s'est déroulée à N'zérékoré dans de très mauvaises conditions logistiques, avec des pannes répétées de deux petits groupes électrogènes, ce qui a entraîné des difficultés de travail à l'ordinateur, une panne de l'ordinateur de poste fixe de terrain et aussi de l'alimentation de son disque dur externe où étaient stockées les données (base Access et base de cartographie). A mon initiative, l'échange du DD externe de C. Jannot avec le DD externe acquis par l'IRAG (mais inutilisable sur les deux portables, car trop vieux) a permis le transfert des données en les sauvegardant enfin. Ainsi une catastrophe aura été évitée.

Résultats de la mission

1. Formations dans le cadre du FSP en 2007

1.1. *Module de formation à l'approche systémique à l'IRC*

Il y a eu consensus à la DG sur l'opportunité de proposer cette formation courte ciblée permettant à quelques chercheurs débutants d'acquérir les bases de l'approche systémique. La proposition faite par N. Lamanda concernant 1 chercheur contractuel et 1 fonctionnaire, impliqués depuis un an dans des recherches au CRAS, a été acceptée et élargie à d'autres centres régionaux. Selon les places disponibles, le nombre de 5 bénéficiaires a été arrêté ; le conseiller initiant aussitôt les démarches administratives correspondantes. La procédure a abouti à l'accord du DG pour l'envoi de 5 candidats (dont 2 de Guinée Forestière) pour suivre ce module pour une durée d'un mois au 20/09.

1.2. *Formation à l'approche RAP et des systèmes d'innovation*

Suite à une première discussion avec le conseiller et F. Béavogui, le texte de la proposition a été amélioré en intégrant les aspects proposés par A. Fall et F. Béavogui (cf. version 2 en annexe 1). Cette version 2 sera diffusée, afin d'être améliorée, en vue d'une proposition à soumettre au SCAC en octobre. Elle a été remise à Nathalie Lamanda, le 19/08.

2. Bilan des problèmes de gestion financière du projet Duras et des 2 études pour la SMFG, et leur résolution

2.1. *Etude SMFG 25 villages et Projet Duras forêt*

Les difficultés chroniques évoquées sont dues à deux facteurs principaux :

- le délai entre la demande (plan de trésorerie + justificatifs des dépenses) et la réception des fonds par le directeur du CRAS a été de 2 à 3 semaines,
- la politique de gestion de flux très tendu (sans fonds de roulement), définie et mise en œuvre par la DG.

La combinaison de ces deux facteurs a entraîné systématiquement un déficit chronique pendant une à deux semaines des liquidités disponibles au CRAS pour l'ensemble des deux conventions et du projet Duras.

La cause principale de ce délai vient du fait que, jusque tout récemment (juillet), la gestion des conventions et des projets était effectuée directement par le DG qui en assure seul le suivi, avec l'agent comptable. Ceci était incompatible avec leur fonction respective, sans mentionner les conséquences en cas d'absence du DG (mission). Désormais ce suivi est assuré par le DCAF, sous la direction du DG.

Néanmoins, deux autres causes concourent à cette situation de gestion difficile :

- Concernant le projet Duras, le retard de 3 mois à la mise à disposition des fonds par l'IRAD/Cameroun pour le 1^{er} virement, puis de 1,5 mois pour le second (viré le 25/06, encore non crédité à ce jour sur le compte de l'IRAG).

- Concernant l'étude SMFG villages, la prolongation de l'étude de 6 mois est le facteur aggravant principal, et ce malgré les compensations financières par le commanditaire (due aux causes citées dans le rapport d'exécution : le retard de mise à disposition de l'image satellite, 2 mois et demi après la signature, mais impropre, puis 6 mois plus tard, et le passage des 8 villages non prioritaires au statut de priorité, et ce, 4 mois après le début de l'étude.

Concernant l'évolution de la convention et son exécution technique et budgétaire, un rapport a été élaboré par C. Jannot et K. Zoumanigui (cf. annexe 3). Il a été révisé et complété par J.-M. Kalms, le 15/08, pour son envoi au DG de l'IRAG, avec en annexe, les dernières dépenses correspondant aux arriérés de juin et juillet. Une nouvelle demande de virement (4 000 E) a été adressée le 13/08 au DG qui a ordonné un virement de 2 000 E le 17/08. Mais le délai est de 9 jours calendaires.

Constatant cette situation, afin d'éviter encore tout retard supplémentaire, j'ai sollicité le 20/08 l'accord du CIRAD afin d'ordonner un virement de 3 000 E, à titre d'avance sur le prochain versement.

2.2. *Etude SMFG ville de Lola*

Les activités ont démarré début août, suite à un retard du virement du CIRAD, ordonné le 29/06 et effectif seulement le 23/07 et réceptionné le 30/07. Après la phase d'installation à Lola d'A. Camara, celui-ci a adressé au DG un ajustement du budget et sollicité un second virement ; celui-ci a été ordonné le 17/08.

2.3. *Projet Duras forêt*

Le retard à la réception du second virement de l'IRAD par l'IRAG (cité ci-dessus) n'est pas du fait de l'expéditeur ou de la banque émettrice (cf. message de Bidzanga du 17/08), mais bien de la banque de l'IRAG – malgré deux demandes de la DG, et suite à l'intervention personnelle du DG, le 20/08. De ce fait, le virement de ces fonds (3 800 E) a été ordonné par le DG le 21/08, et ne sera effectif à N'Zérékoré que début septembre. Ceci a retardé d'autant la réalisation des activités programmées par le CLC, dans sa dernière réunion du 10/05/2007.

Le point a été fait par le CLC lors de la réunion du 21/08 (cf. CR en annexe 3).

La première priorité a été donnée à l'organisation de la restitution dans les deux villages, des résultats de l'identification des pratiques innovantes respectives. Ces deux restitutions ont été programmées le samedi 25/08, du fait du prochain départ en formation en France des deux chercheurs, responsables de cette activité dans chacun de ces villages.

Compte tenu des limitations budgétaires et du retard pris dans la réalisation des activités 2, 3, 5, déjà programmées, une révision du budget de ces activités devra être faite, ainsi que pour les activités 4 et 6, qui ont été reprogrammées et leur budget réduit à 1/3 de celui prévu le 10/05.

La baisse du taux de change du GNF/Euro (actuellement d'environ 6 000, au lieu de 4 500 en mai - juin) aidera à réaliser cet ajustement budgétaire dans des conditions plus favorables.

3. Situation de l'étude des 25 communautés

3.1. *Rappel des résultats à fournir par la convention et des modifications apportées suite aux différents avenants*

1.1. Enquêtes des communautés

1.1.1. *Les communautés prioritaires*

- *Une base de données sur Access (composée de tableaux compatibles avec Excel) sera élaborée, contenant l'ensemble des informations demandées ci-dessus (cf. ii) pour chacune des 9 communautés et de la petite ville de Nzo.*
- *Une carte d'utilisation des sols du territoire de chaque village (SIG).*
- *Une carte schématique des réserves foncières des lignages.*
- *Une carte des infrastructures sociales de chaque village, ainsi qu'un tableau explicatif (état).*
- *Un tableau sur les caractéristiques des activités commerciales.*
- *Un rapport explicatif des règles en vigueur pour les différentes activités recensées, génériques ou spécifiques.*
- *Un tableau indiquant les institutions par village, avec des commentaires.*
- *Un rapport sur les 5 priorités de développement (fréquence) selon le genre.*
- *Un rapport sur les questions spécifiques (cf. ii 7) : tableau pour les 9 villages et commentaires. Des informations spécifiques seront fournies pour les deux villages cités.*

Ces enquêtes ont été étendues aux 8 autres communautés de l'axe Gogota- Bossou, devenues prioritaires selon les termes de l'avenant n°1 CIRAD-IRAG. D'autre part, Soroméata est en fait divisé en deux communautés distinctes (1 et 2) et les deux petites communautés (Dossou 1 et Dossou 2) situées sur cet axe, ont été étudiées également, bien que non prévues dans la convention, et ce, par souci de couvrir l'ensemble des communautés riveraines de la RBMN (cf. accord de la SMFG).

1.1.2. *Les autres Communautés*

Les mêmes informations seront produites :

- *La carte d'utilisation des sols avec SIG,*
- *La carte schématique des réserves foncières des lignages, mais sans GPS.*

Il s'agit en fait de 4 communautés, au lieu de 5 prévues, car Guéhuépo n'est qu'un campement de Bourata ; il est donc inclus dans cette communauté.

Au total, 25 communautés ont été étudiées, dont l'une est le campement des bouviers, qui a été exclu de l'enquête ménages.

1.2. Enquêtes de ménages

Pour l'ensemble des 9 communautés et de la petite ville prioritaires :

- *Une base de données sur Access (avec des tableaux compatibles avec Excel), contenant l'ensemble des informations sur la démographie et l'économie des ménages, pour les variables définies ci-dessus (cf. iii).*
- *Un rapport synthétique d'analyse de ces données, afin de définir les aspects communs et les traits spécifiques aux communautés.*

Pour les autres villages, moins prioritaires, on réduira l'échantillon des ménages à 10%, mais en renseignant l'ensemble des variables.

L'enquête ménages a été appliquée dans l'ensemble des 24 communautés. La saisie dans la base est presque terminée, par les propres enquêteurs : des 204 ménages, il ne reste qu'à en saisir 25. Ceci fait suite à une panne, survenue le 13/08, de l'ordinateur à poste fixe utilisé sur le terrain (problème d'instabilité du courant avec un petit groupe électrogène d'1 KWA), mais le disque dur a été extrait et toutes les données ont été sauvegardées, le 22/08.

3.2. Situation des résultats disponibles et des travaux à compléter

3.2.1. Le point avec le commanditaire de la SMFG

Une rencontre a été organisée le 14/08 au camp minier (10h30-12h30), avec le commanditaire de l'étude, Jamison Suter, le nouveau responsable des relations communautaires et environnement de la SMFG, Fassou Haba, et Hilde Van Vlaenderen, consultante étude de pré-faisabilité d'impact socio-environnemental, et pour l'IRAG, K. Zoumanigui, D-CRAS, responsable de l'étude villages et A. Camara, responsable de l'étude de Lola, et pour le CIRAD, J.-M. Kalms, responsable des 2 études, et C. Jannot, AT MAE/IRAG. L'objectif a été de faire le point rapide des deux études, de répondre à des questions de la consultante, et définir certaines modalités.

- Point et questions sur l'étude de Lola :

Suite au lancement formel de l'étude, la semaine précédente, A. Camara a fait état des premières données secondaires obtenues rapidement concernant les ménages de Lola par quartier (source : recensement de 1996).

Hilde a souhaité obtenir dès que possible les tableaux de données et les cartes, ainsi qu'un rapport d'étape, car son étude de pré-faisabilité doit être rendue fin septembre. J. Suter a donné son accord, mais en étant informé au préalable, puis en copie, ainsi que J.M. Kalms et E. Valette, de l'équipe d'appui de Tetis.

Concernant la diffusion des cartes aux autorités locales de Lola (préfet et maire), J. Suter a préconisé la même procédure.

Le rapport final devra être remis en décembre et J. Suter assurera sa diffusion aux autorités et aux partenaires (CEGENS, G. Programme PNUD, Ministère des Mines).

- Point et questions sur l'étude des communautés :

Concernant les 3 rapports « villages », J. Suter a réitéré ses commentaires (cf. annexe 2) sur la forme à respecter dans les déclarations des paysans « ils maintiennent (affirment) » dans le cas d'un effet (non prouvé) des activités de prospection minière sur la baisse de qualité (rouge) de l'eau de certains cours d'eau. De même, la partie « conclusion » de chaque communauté doit être remplacée par « Synthèse des besoins » ou « Perspectives sur les besoins » de la communauté. Les modifications seront donc apportées dans ce sens dans le rapport final.

Pour les sites sacrés, il est demandé de renseigner le degré de priorité des sites sacrés situés dans la RBMN. Les limites de l'enclave minière sont à inclure dans la carte générale des sites sacrés (la SMFG en fournira les coordonnées rapidement).

D'autre part, concernant l'existence de micro-entreprises dans certains villages (Hilde), cette question n'avait pas été prévue dans l'enquête. Celles-ci existent mais sont petites (2 à 3 personnes) et toujours informelles.

D'autre part, il est nécessaire de bien présenter la méthode utilisée pour les enquêtes, afin de montrer le « secret » de leur réussite et la fiabilité des résultats. A ce titre, le commanditaire a demandé un rapport « confidentiel », destiné à la seule SMFG, qui donne toutes les précisions sur les situations particulières vécues dans certaines communautés, ainsi que des indicateurs de fiabilité, les noms des informants, et l'existence de conflits. Contrairement aux autres rapports, il ne sera pas diffusé aux partenaires, ni aux autorités.

Le point a été fait sur l'état d'avancement des activités en cours :

- les enquêtes ménages ont été saisies à 90%, restant 25/204 à saisir dans la base sous Access ; à terminer pour fin août. Le rapport analysant les données exigées par la convention est en cours, mais il ne concernera pas les nombreuses questions spécifiques incluses par les partenaires dans la fiche d'enquête. Celles-ci ont été incluses, afin d'éviter de repasser une fois de plus auprès des mêmes ménages. Mais cela a considérablement alourdi le questionnaire, ainsi que la tabulation dans la base de données qui est devenu très importante.

- la cartographie participative n'a commencé que tout récemment, suite aux divers retards indépendants de la volonté de l'équipe IRAG. Elle devra se terminer vers mi septembre pour l'ensemble des communautés, qui sont regroupées souvent par deux voisines : soit 13 groupes pour 24 communautés. Les cartes sont de deux types : l'ensemble des communautés de chacun des deux axes, et pour chaque communauté, deux cartes, des secteurs fonciers lignagers et d'utilisation des terres. Les cartes et les rapports correspondant sont programmés pour fin septembre.

Concernant la même question de Hilde, à savoir l'accès rapide aux informations, même partielles, Jamison a défini la même procédure que pour l'étude de Lola.

La nécessité de faire une restitution des résultats des enquêtes « villages » a été accordée ; l'équipe IRAG se limitera à organiser une restitution aux autorités des deux sous-préfectures de Nzoo et Bossou, concernant l'ensemble des villages respectifs. Quand à la restitution à chacune des 25 communautés, Fassou Haba s'en chargera, dans le cadre de ses fonctions de lien avec les communautés. A cette occasion, un exemplaire du rapport sur la communauté sera remis aux autorités coutumières du village.

Jamison a rappelé qu'un rapport d'évaluation transversale de l'étude « villages » sera fait entre les parties. D'autre part, Jamison a proposé que J.M. Kalms fasse une restitution des résultats de cette étude à leur partenaire (Newmont) à Paris.

Dans les perspectives évoquées en fin de réunion, le Grand Programme du PNUD est toujours intéressé pour établir un accord avec le CIRAD-IRAG pour étendre cette étude au restant des 56 communautés, soit 31. Après la fin de l'étude actuelle, une proposition sera élaborée. Elle permettra de valoriser l'expérience de l'équipe, en tous cas, en ce qui concerne les membres qui seront disponibles (en dehors des deux chercheurs partant en formation en France pour une durée de deux ans).

3.2.2. Situation de la cartographie villageoise au 23/08/2007

Après deux semaines de terrain, l'équipe dirigée par M. Konomou s'est réunie avec le reste de l'équipe de l'étude, pour faire le point des travaux, en ma présence.

Les principaux problèmes techniques ont été résolus, suite aux avatars de l'ordinateur (panne suite à la surtension accidentelle le 13/08), mais heureusement, sans conséquences graves (récupération des données du DD le 23/08, tant des cartes que la base de données ménages).

Les conséquences de l'imprudence verbale commise lors de la présentation de cette cartographie participative aux sages de Gogota ont été minimisées, car l'absence d'intérêt manifestée par la non participation des sages au rendez-vous fixé, semble due à la situation de dualité des autorités coutumières contrôlant l'accès à la terre ; d'où une situation révélée être sensible dans cette communauté proche de Lola.

La cartographie participative a pu être finalisée pour 9 communautés, en regroupant celles qui sont affiliées : au total, sur 24 communautés, on observe 13 groupes qui seront cartographiés. A noter que le camp des bouviers en est exclu, car il ne correspond pas à une communauté, n'ayant ni terres propres, ni de statut reconnu. Au rythme actuel, la phase de terrain pour la cartographie devrait être terminée à la mi septembre. Les quinze jours restant seront dédiés au rapport.

3.2.3. Situation de la base de données ménages et des rapports

Il reste à saisir les données de 25 ménages sur un total de 204. Mais comme ce sont les techniciens qui effectuent cette tâche, celle-ci ne pourra être complétée qu'après la fin des activités de cartographie. En effet, les deux autres chercheurs sont mobilisés par les différents rapports à finaliser, si possible avant leur départ en formation en France, prévu début septembre. Mais ceci sera difficile, compte tenu des nombreuses tâches selon les rapports (cf. correction demandée dans le formulation des conclusions par village dans le rapport correspondant terminé), et aussi d'un temps minimum nécessaire à leur préparation.

A noter que le rapport confidentiel sollicité par le commanditaire, mais non prévu au départ, requiert une révision des réactions des différents villages, selon une grille d'analyse simple (cf. 3.2.1 CR de la réunion du 14/08).

Le canevas du rapport sur les enquêtes ménages, présenté par Y. Soumah a été discuté pour chaque aspect. Il ne fera l'objet que d'une analyse simplifiée, et ce afin de répondre aux attendus des termes de référence de l'annexe 1 de la convention.

3.2.4. Conclusions sur l'état d'avancement de cette étude

Le retard actuel est estimé à environ un mois par rapport aux délais impartis dans l'avenant 2 de la convention CIRAD-IRAG, soit fin septembre au lieu de fin août.

Ce dépassement est négociable avec le commanditaire.

En majeure partie, ce retard est causé par les 3 périodes sans trésorerie, de 2 à 3 semaines, observées en 2007, malgré le respect des règles de bonne gestion par le responsable de l'étude (cf. rapport en annexe ?). Néanmoins, une autre cause du retard incombe au délai excessif de remise de l'image satellite (fin avril 2007), et dont la qualité reste inférieure à celle requise pour ce type de cartographie participative. De ce fait, ce retard n'a pas permis de combiner cette activité de cartographie avec les enquêtes villages, dans la même semaine de terrain. Ceci a eu comme conséquence un accroissement du coût des déplacements de l'équipe de l'IRAG.

4. Participation à la réunion du CLC du projet Duras, le 21/08 à N'Zérékoré

A mon arrivée à N'zérékoré, le 10 août, ayant constaté que la dernière réunion du CLC du 10 mai, recommandait que la prochaine réunion ait lieu début août, j'ai proposé au coordonnateur du projet d'organiser cette réunion, durant ma mission. Ceci était motivé par les retards constatés dans le déroulement des activités, en partie liés à des difficultés budgétaires ; mais aussi afin de préparer l'équipe du projet aux rapports destinés à capitaliser les acquis et l'expérience du partenariat du projet, sollicités par le coordonnateur des projets Duras (cf. annexe 5, note du 6/08/2007). La convocation a été diffusée tardivement, mais après consultation des partenaires. La réunion a été limitée aux membres actifs, responsables d'activité, aux différents partenaires et aux deux AT, impliqués en appui au projet ; contrairement à la réunion précédente qui avait été ouverte et dont le coût avait été très élevé. Le compte rendu (cf. annexe 4) est fidèle, mais reste discret sur le ton élevé des discussions de la première partie, qui a permis de « laver le linge sale en famille ». Ainsi le projet repart sur des bases plus saines.

Néanmoins, force est de constater que malgré le changement de coordonnateur en avril 2007, ses pratiques n'ont pas été adéquates (absence de transparence et d'information, attitude péremptoire, etc.), et donc défavorables aux espérances des partenaires, pourtant motivés par le projet. D'autre part, l'absence de suivi comptable régulier (ce qui a été le plus critiqué), est particulièrement inexcusable, étant donné la présence de deux AT, dont l'appui a été peu sollicité par le coordonnateur. Par ailleurs, aucune leçon méthodologique n'a été tirée par le coordonnateur de mon exposé de sensibilisation à l'approche de recherche-action en partenariat, fait le 10 mai, en réunion du CLC. Or ceci n'a pas été le cas pour les partenaires. Cette situation justifie d'autant plus la nécessité d'organiser un atelier national d'échange d'expérience de recherche participative, et de formation à l'approche de recherche-action en partenariat et des systèmes d'innovation (cf. annexe 1). Ce constat a renforcé notre conviction d'inviter les principaux partenaires de l'IRAG à participer à cet atelier.

5. Rencontre avec la stagiaire Mélanie Canet, le 18/08 à Sérédou

Une réunion a été organisée à Sérédou avec la stagiaire dirigée par Nathalie Lamanda et co-encadrée par Isabelle Michel et moi-même. La présence du directeur du CRAS a été très opportune, afin de socialiser le travail réalisé dans de bonnes conditions, tant d'encadrement, que budgétaires et logistiques. Mélanie Canet a exposé ses principaux résultats issus d'observations et d'enquêtes sur 156 parcelles d'agroforêt à base de caféier, dans les deux villages d'étude. Les premières interprétations issues de l'analyse des données ont permis de modéliser les trajectoires d'évolution des pratiques sur ces parcelles agroforestières, tout au long de la vie d'une caféière et aussi selon les phases du cycle de vie de l'exploitation agricole. Il reste encore à analyser les relations entre ces pratiques et les stratégies des types d'exploitations agricoles. Les résultats paraissent prometteurs. Il reste encore un mois pour finaliser la phase de terrain, ce qui paraît suffisant. Une réunion de travail a été programmée début octobre à Montpellier.

6. Rencontres avec des projets à N'Zérékoré

6.1. Réunion avec la mission du FIDA pour le PRODAD/GF, le 16/08

A l'occasion d'une rencontre fortuite avec Dr. Luzietoso Nguala, ex doctorant du CIRAD-TERA, un rendez-vous a été pris avec la mission des 3 consultants du FIDA dont l'objectif était d'identifier les axes de restructuration du projet PRODAD-GF. J'ai été convié à participer à la réunion de prise de contact de cette mission avec l'IRAG, dont les conclusions (cf. annexe 6) montrent des meilleures perspectives de collaboration qu'actuellement. Le budget prévoit le financement d'un chercheur. Le changement d'orientation du développement, désormais basé sur des filières porteuses (riz, huile de palme, etc.), implique une étape de diagnostic agraire des villages concernés, où l'IRAG a des compétences en Guinée forestière, à travers les méthodes du projet Duras « forêt », et aussi en valorisant les résultats des deux thèses récentes, notamment pour définir une meilleure approche de la mise en valeur des bas-fonds (cf. thèse de J. Delarue).

Une recommandation a concerné la combinaison de plantation de palmiers hybrides et d'une bonne gestion de la palmeraie subspontanée, associée au riz, avec un appui à la transformation adaptée (malaxeur mobile) et socialement équitable.

6.2. Rencontre avec des responsables d'ACF (Action Contre la Faim)

Suite à la présentation le 14/08 d'une étude sur la situation nutritionnelle des populations rurales en Guinée forestière, la visite aux bureaux d'ACF avait pour principal objet d'en obtenir un exemplaire ; ce qui fut le cas (cf. fichier).

Les échanges lors de cette première visite ont permis de connaître la méthode de diagnostic : enquêtes des infrastructures (santé, eau, hygiène...)/ sous-préfecture et des enquêtes ménages réalisées en 2006 pour 5 préfectures de Guinée Forestière (Beyla, Lola, Gueckedou, Kissidougou, Yomou), dans 2 à 7 sous-préfectures /préfecture (non exhaustif) ; dont 4 pour Lola (Bossou, Nzoo Kokota et Tounkarata). Les principaux résultats ont été présentés (nombreux graphiques). En avril 2007, a commencé un suivi de l'état nutritionnel pour un échantillon réduit de ménages, classés en 3 types selon le niveau de revenu, corrélé avec le niveau de malnutrition en période de soudure. Celle-ci va mai à septembre, soit 5 mois où il n'y a pas de recettes d'origine agricole. A noter globalement que la production autoconsommée ne contribue qu'à 33% de la nourriture familiale, et que 25% du revenu va pour les dettes (emprunts usuriers) et 22% pour des achats de nourriture. Dans l'échantillon pour le suivi, il y a 2 x 3 ménages dans la sous-préfecture de Nzoo.

Ces données sont traitées sur une base de données et analysées mensuellement. Les résultats seront disponibles après la période de soudure (octobre) et pourraient être utilisés pour une caractérisation plus fine de l'état nutritionnel et son évolution, que celle obtenue des enquêtes ménages dans le cadre de l'étude pour la SMFG.

Un partenariat sera établi entre ACF et l'IRAG/CRAS, concernant l'échange d'informations dans ce domaine, la possibilité de formations au géoréférencement (GPS) et au SIG (cartes sous Map Info), et la définition et fourniture éventuelle des semences adaptées (actuellement, les semences importées pour le maraîchage sont fournies par la FAO via le PAM).

Contacts : angelamillan@gmail.com et acfnzerekore@gmail.com

Personnes rencontrées : Mamadi Camara, chef de projet eau et assainissement - Dr Antoine Sandounou, nutritionniste, - Abdoulaye Bah, analyste-programmeur chargé de l'analyse des données des enquêtes et la constitution de base de données

Conclusions de la mission

Malgré les nombreuses difficultés logistiques rencontrées, notamment en première semaine à N'zérékoré, la mission a atteint en grande partie ses objectifs, dont le principal été l'appui à l'étude « villages » qui entre dans sa phase finale.

Le retard pris dans la saisie des données « ménages », qui est en grande partie conséquence du déficit de trésorerie en juillet, n'a pas permis d'analyser les données, mais cependant a défini les modalités d'analyse des variables considérées en priorité pour le rapport final.

Le démarrage de l'activité sur le terrain de la cartographie participative socio-foncière qui a coïncidé avec le début de la mission, a permis d'appréhender les difficultés méthodologiques, techniques et logistiques de cette activité qui requiert non seulement une technicité, mais surtout une bonne capacité de dialogue avec les personnes ressources (sages) des communautés. Il s'agit d'un travail exigeant dont les résultats sont attendus par le commanditaire. Le défi est de le finaliser pour mi septembre sur le terrain, puis de réaliser le rapport et les cartes pour fin septembre. Malheureusement, la disponibilité du responsable de l'étude, plus limitée de fait de la part croissante de ses activités de direction régionale, affecte en partie l'efficacité initiale, notamment pour les rapports exigés, ainsi que dans la bonne coordination nécessaire entre les deux responsables IRAG et CIRAD de l'étude.

La perspective du départ de deux chercheurs impliqués dans l'étude, au début du mois de septembre, rendra difficile la finalisation des rapports dans le délai fixé.

Les autres activités réalisées au cours de cette mission auront permis d'optimiser le temps imparti, et d'obtenir des résultats significatifs, malgré des imprévus à gérer dans l'urgence, avec l'appui solidaire de l'ensemble de l'équipe de l'IRAG, chargé de l'étude « villages » et du chercheur responsable de l'étude de Lola.

Le temps passé en appui au projet Duras a été trop court, mais nécessaire. La tenue de la réunion du CLC était réellement indispensable pour redynamiser le projet. Mais désormais, ce type d'appui est terminé, avec la fin du financement des missions du CIRAD-ES en Guinée, tant pour le projet Duras que pour les études pour la SMFG. Il est opportun de s'interroger si ces interventions (deux fois par an) de suivi sont reproductibles par un chercheur de l'IRAG, extérieur à la région forestière.

En tous cas, c'est peut-être un résultat espéré de l'atelier de formation à l'approche de recherche-action en partenariat, qui a aussi avancé dans sa phase de préparation participative durant cette mission.

ANNEXES

ANNEXE 1

Note de présentation (Version 2)

Atelier de formation et d'échange autour des « démarches et méthodes de Recherche-Action et de Conception de l'Innovation en Partenariat, RAP et programmation des activités 2008 pour FSP et autres projets » Guinée, 3 au 7 décembre 2007

Organisé sous l'égide du projet FSP IRAG

Introduction

Dans le cadre du projet Duras « forêt », la récente mission du CIRAD (Jean-Marie Kalms) en mai 2007 en Guinée Forestière, a sensibilisé l'ensemble des partenaires impliqués, dont le CRAS, à une systématisation des principes et pratiques d'une démarche de Recherche-Action en Partenariat, afin d'améliorer la posture du chercheur dans ce domaine.

Une rapide concertation à Conakry avec Abdou Fall, un des AT du FSP, qui a une bonne expérience des démarches participatives, a permis d'échanger sur cette approche et montré une convergence de points de vue, et surtout son grand intérêt pour les chercheurs de l'IRAG. L'idée est d'organiser dans le cadre du FSP, un *atelier interrégional de formation et de réflexion sur et autour des démarches et méthodes de la Recherche-Action, du travail en Partenariat entre la Recherche et les acteurs du monde agricole, et de la construction des innovations*.

D'autre part, des contacts rapides avec trois chercheurs expérimentés affectés auprès de la DG de l'IRAG ont montré la pertinence de cet atelier, non seulement en terme de formation et d'échanges, mais aussi avec l'ambition d'envisager les modalités de leur mise en pratique en 2008 dans la programmation des activités du FSP et d'autres projets dans les quatre régions naturelles de la Guinée, dans la perspective post FSP de projets à construire avec l'IRAG.

Expériences d'atelier de même type

La proposition emprunte le cadre pédagogique mis en œuvre dans d'autres expériences de formation conduites depuis trois ans, par et avec des chercheurs du CIRAD en France (école-chercheur CREP en mars 2005 : voir CD correspondant), au Cameroun (à Garoua en novembre 2005, dans le cadre du projet Ardessac, et en juin 2006 : voir rapports correspondants), au Brésil (décembre 2005, mai 2006 et mai 2007 : voir CD), et au Mali (Sikasso, octobre 2006).

Un programme original serait basé sur :

- une articulation fonctionnelle des temps dédiés à l'exposé des concepts et ceux liés à la réflexion (rétrospective aussi bien que prospective) des participants sur la base de leurs expériences et projets en cours.
- une définition des modalités de mise en œuvre dans la programmation des activités régionales du FSP et d'autres projets (projets Duras forêt et bananes, Fonio, ARI, etc.).

A quatre mois de la tenue de l'atelier, l'objet de cette note est de présenter une première proposition schématique d'ensemble pour son organisation et son animation, qui est soumise à discussion entre l'équipe pédagogique et les principaux participants de Guinée.

Dates et lieu

L'atelier est prévu au second semestre 2007, pour des motifs budgétaires, et de préférence dans la première semaine de décembre. L'atelier occupera une semaine, avec 4.5 jours de travail utile du lundi matin au vendredi midi, et se tiendra dans un lieu à définir (Dalaba ?).

Un atelier pour quels participants, pour répondre à quelles attentes et demandes ?

Suite aux premières consultations en Guinée, il est prévu de compter sur une bonne vingtaine de participants au total (sans compter les 2 animateurs extérieurs), en provenance des quatre régions : 2 à 3 chercheurs IRAG, ainsi que 3 types de partenaires : SNPRV, MROPA et Fédérations (un ou deux types de partenaire par région). Il est très opportun d'inviter 2 AT/ FSP IRAG et CNOP-G fortement impliqués dans ces démarches.

Le critère de choix des participants est leur niveau d'engagement dans les programmes et/ou projets, ainsi que leur volonté de développer un travail en partenariat.

Ces participants ont des trajectoires et degrés différents d'implication dans le travail conjoint Recherche - Acteurs, soit par des démarches de type Recherche Systèmes Agraires, Recherche -Développement, Recherche Participative et plus récemment de Recherche-Action. Le FSP et les autres projets (Duras forêt, Duras Banane, WP5 Fonio, ARI) ont beaucoup travaillé sur des diagnostics partagés, l'actualisation des connaissances sur les systèmes de production et le fonctionnement des agrosystèmes ; mais il y a maintenant besoin de recherche-action en lien avec les demandes des acteurs.

Par conséquent, les demandes et attentes par rapport à l'atelier, qu'elles soient en provenance de collectifs ou d'individus, sont forcément multiformes, hétérogènes, et d'ailleurs pas toujours exprimées clairement ; d'autant plus que cet atelier correspond à une offre volontariste de formation de la part du CIRAD. On peut cependant appréhender les demandes en fonction de 3 grands axes:

- Tenter de **répondre aux inquiétudes** liées au changement du cadre d'intervention de la recherche agronomique dans des contextes de recomposition rapide des institutions (SNPRV, MROPA/CNOP-G,...) et de redéfinition des rôles des différents partenaires dans chaque région.
- Contribuer à **développer les capacités des chercheurs et partenaires** à comprendre et mettre en œuvre des concepts et démarches formels (différents des simples démarches et méthodes participatives), permettant de mieux concevoir dans la pratique des démarches de construction des innovations en partenariat avec les acteurs (paysans, mais aussi organisations paysannes, techniciens, instances de gouvernement, ONG).
- Permettre d'**alimenter** au cours même de l'atelier **les démarches et plans de travail** des équipes participantes, sur la base des apports théoriques présentés, et en prenant en compte le mieux possible les expériences vécues et les attentes des participants à l'atelier. Cette alimentation constituera une base essentielle pour la mise en place éventuelle d'un suivi post-atelier sur certains aspects avec la mise en œuvre d'un dispositif ad hoc.

Schéma pédagogique

La **structure générale** proposée pour l'atelier est la suivante :

- Jour 1 : Introduction (bilan des approches de recherche participative au sein de l'IRAG), Présentation des terrains/projets, Projet de changement et RA,
- Jour 2 : Les étapes d'une RA, Le lancement d'une RA
- Jour 3 : Les apports de la RA à la conduite d'un projet de changement
- Jour 4 : L'évaluation de la pertinence et de l'efficacité d'un projet de changement dans le paradigme des « systèmes d'innovation »
- Jour 5 : Apports divers, Bilan de l'atelier, Perspectives de programmation 2008

Cette structure doit permettre une progression pédagogique cohérente entre le jour 1 et le jour 5, il est donc important que tous les participants puissent assister à l'ensemble de l'atelier.

La **structure pédagogique typique** d'une journée comportera trois grands temps:

- *Temps 1* : Apports conceptuels, illustrés par quelques exemples stylisés tirés de l'expérience de Michel Liu et ses collègues, et éventuellement complétés par les expériences de certains participants dans le contexte agricole.
- *Temps 2* : Réflexions et discussions globales des participants en préparation ou après ces apports, pour explorer dans quelle mesure les expériences des uns et des autres incorporent les notions présentées (travail en groupes mixtes formés par des membres appartenant à différentes équipes projet).
- *Temps 3* : Travail par groupe/région avec le double objectif
 - (1) de revisiter les expériences passées ou en cours par rapport aux apports conceptuels et aux discussions antérieures, et
 - (2) de proposer des évolutions réalistes des démarches et dispositifs existants, débouchant sur une programmation des activités en 2008 et en terme d'activités concrètes de R-A (ex : innovation technique, mise au point de méthode de conseil, accompagnement), et avec qui, quels moyens etc.

Les travaux de groupe débouchent sur l'élaboration de supports écrits (présentations powerpoint), et sont suivis de séance plénière permettant aux groupes et projets de présenter leurs réflexions et propositions, et de recevoir un retour en temps réel de la part des autres participants.

Comme pour tout processus participatif, des **ajustements** seront éventuellement introduits dans le programme au cours même de l'atelier, en fonction de son déroulement. Pour cela, deux modalités seront mises en œuvre au cours de l'atelier :

- (1) On assignera à chaque équipe régionale un **facilitateur**, qui ne participera pas aux discussions du groupe (sauf éventuellement pour clarifier les TdR du travail de groupe), mais qui s'attachera à suivre ce qui se passe au sein du groupe, au fur et à mesure de l'atelier et à identifier les problématiques transverses.
- (2) L'opportunité d'introduire des ajustements sera examinée au cours d'une **réunion d'évaluation journalière**, qui doit permettre aux facilitateurs et aux représentants des équipes/ région, de discuter chaque soir du bilan de la journée, et de remodeler éventuellement le programme du jour suivant.

Présentation des projets des participants

L'atelier débutera par des apports, plutôt que par de longues et souvent mécaniques présentations des 4 terrains, comme cela se fait d'habitude. L'idée est en effet de mettre sur la table très tôt des éléments nouveaux permettant de marquer / créer la rupture, lesquels devraient permettre aux équipes de renouveler d'entrée de jeu le regard qu'elles portent sur leurs actions et activités. Cependant, dès l'après-midi du premier jour, les participants auront à travailler à la mise au point des présentations courtes par terrain, lesquelles permettront de

préciser les contextes d'intervention et les finalités / objectifs des projets (voir programme du Jour 1). Ces présentations, ainsi que les discussions par équipe projet des jours suivants, s'appuieront sur un travail préparatoire qui est demandé à chaque équipe participante : il s'agit d'élaborer 3 diapositives sur leur projet (1 portant sur le contexte, 1 sur la description du projet, une sur le dispositif), plus une pour recenser les principales difficultés rencontrées dans le travail avec les acteurs.

Personnes ressources

L'atelier RAP/ IRAG fera intervenir 2 à 3 personnes ressources, chargées des apports conceptuels, de l'animation d'ensemble et aussi de faciliter le lien entre l'exposé des concepts et la mise en perspective par rapport aux projets des participants. Il s'agit de chercheurs qui connaissent ces concepts et ont déjà appliqué des démarches de RAP avec divers acteurs et dans différents contextes tropicaux (H. Hocdé & P. Dugué, CIRAD). Ils bénéficieront de l'appui d'Abdou Fall.

Organisation et Facilitation

Une équipe d'organisation et de facilitation a été formalisée, dont les tâches incluent :

- ✓ Finaliser le programme de l'atelier, et l'ajuster en cours d'atelier
- ✓ Coordonner la préparation des supports de présentation des projets
- ✓ Assurer la logistique de l'atelier (avant, pendant, et après)
- ✓ Faciliter les différentes sessions de l'atelier (discussions du matin autour des présentations des personnes ressources et de l'après-midi autour des projets)
- ✓ Produire les actes de l'atelier (compte rendu synthétique et CD-Rom)
- ✓ Assurer le suivi des retombées et suites éventuelles de l'atelier

Les **membres** de cette équipe incluent :

- ✓ Henri Hocdé, Patrick Dugué, CIRAD, basés à Montpellier,
- ✓ Abdou Fall, AT MAE/FSP IRAG, basé à Labé (Haute Guinée), correspondant de l'atelier et chargé du suivi post atelier,
- ✓ Famoï Béavogui, IRAG coordonnateur scientifique, basé à Bordo,
- ✓ Patrice de Vernou, CIRAD/FSP IRAG, basé à Conakry, chargé des aspects d'organisation et de logistique sur place.

Formes de valorisation

De manière similaire à ce qui s'est fait pour l'atelier CREP (Ecole Chercheur sur la Recherche en Partenariat) et pour l'atelier CIP (Co-Conception des Innovations en Partenariat) au Brésil, des actes seront édités sous forme de CD, incluant les présentations des personnes ressources, les documents de présentation des projets, les produits des discussions de groupes, les synthèses des discussions en séance plénière, ainsi peut-être des textes de références sur les thèmes de l'atelier.

Par ailleurs, la presse locale et nationale sera avisée, afin qu'elle signale si possible la tenue de l'atelier et ses retombées. Enfin, des actions de sensibilisations seront engagées après l'atelier auprès de divers projets, organismes et bailleurs de fonds sensibles à la thématique : l'objectif sera de discuter des possibilités de mise en place d'activités de suivi ou de sessions de formation complémentaires, dirigées à un public qui reste à déterminer (chercheurs, partenaires du développement).

Considérations budgétaires

Le budget total de l'atelier est estimé à environ 15 000€, financé par le projet FSP IRAG sur sa composante Formation.

ANNEXE 2

Message de Jamison Suter du 9/08/2007 sur les modifications au rapport « villages »

Bonsoir Mr Zoumanigui, Jean Marie, Daniel et Yaya,

Tout en m'excusant du délai pour vous communiquer les quelques remarques qui suivent, sachez qu j'ai trouvé les Rapports 2 et 3 très intéressants et utiles. Je ne fais ici que communiquer des commentaires pour la révision finale. Ils concernent principalement certaines phrases et sections formulées d'une façon qui pourrait obliger la SMFG à accepter des responsabilités qui ne lui sont pas justes.

1- Il faut faire très attention aux déclarations non prouvées qui accusent l'activité minière d'avoir provoqué des problèmes pour l'environnement et pour les villageois.

Par exemple, dans le Rapport 3, page 6, un paragraphe commence « C'est vers 1978 avec le passage des machines au sommet de la montagne que les eaux des rivières ont changé de couleur... » C'est dangereux pour la SMFG car il avance que les miniers soient responsables des problèmes de la qualité d'eau du village en question.

Ceci est presque certainement faux. D'abord les dates ne sont pas correctes (début des sondages en 1969, fin des sondages en 1978-79). Avec le départ des foreurs, la zone s'est généralement réhabilitée. Donc si une érosion continue à polluer les cours d'eau, il est plus logique de chercher la cause dans les incendies qui passent chaque année, qui détruisent la végétation et qui provoquent une érosion générale sur les flancs.

Pour ce genre de déclaration, je n'aurai pas d'objection à ce que vous écriviez « Les habitants maintiennent que c'est vers 1978 avec le passage des machines au sommet... » C'est vrai que les habitants cherchent à responsabiliser les miniers de leurs difficultés ; cela les arrange.

Sinon il y a plusieurs passages dans les rapports qui accusent les miniers - directement ou indirectement - d'avoir occasionné des dégâts, sans preuve et parfois de façon illogique.

2- A la fin de chaque chapitre il y a une section « Conclusion ». Je vous demande de changer ce titre à « Synthèse des besoins » ou « Perspectives sur les besoins de la communauté ».

Encore une fois, si quelque chose apparaît dans votre rapport, on risque qu'il soit compris comme un engagement de la SMFG de s'adresser aux besoins.

Pourtant ce ne sont ni nos conclusions, ni des engagements de notre part.

Lorsque nous nous verrons la semaine prochaine, j'aimerais faire le point sur ce que vous allez préparer/réviser pour la soumission finale.

Merci et à bientôt,

Jamison

ANNEXE 3

ÉTUDE SOCIO-ECONOMIQUE DE BASE DES POPULATIONS RIVERAINES DES MONTS NIMBA

Rapport d'exécution technique et financier Situation à mi-août 2007

Koïkoï ZOUMANIGUI et Claude JANNOT

Révisé par Jean-Marie Kalms le 15/08/2007

1. OBJET DE L'ÉTUDE	21
2. LES DOCUMENTS CONTRACTUELS	21
2.1. Les premières conventions	21
2.2. L'avenant n° 1 à la convention SMFG/CIRAD.....	22
2.3. L'avenant n° 2 à la convention SMFG/CIRAD.....	22
2.4. L'avenant n° 1 à la convention CIRAD/IRAG.....	23
2.5. L'avenant n° 2 à la convention CIRAD/IRAG.....	24
3. LA PROGRESSION DES TRAVAUX.....	25
4. LES PRODUITS (RAPPORTS ET FICHIERS)	27
5. LES ASPECTS FINANCIERS.....	28
5.1. Les virements du CIRAD à l'IRAG	28
5.2. Le coût de l'étude	28
5.3. Le financement des travaux de terrain.....	29
5.4. Les dépenses sur honoraires	31
6. ANNEXES	32
6.1. Budget prévisionnel IRAG pour l'étude socio-économique CIRAD-IRAG pour la SMGF (août 2006)	33
6.2. Budget prévisionnel IRAG révisé selon l'avenant n° 1 à la convention SMFG/CIRAD (octobre 2006).....	33
6.3. Budget prévisionnel IRAG révisé selon l'avenant n° 2 à la convention SMFG/CIRAD (décembre 2006)	34
6.4. Détail des dépenses effectuées au titre de l'étude à fin juillet 2007.....	35
6.5. Détail des dépenses effectuées au titre des ressources propres à fin juillet 2007.....	38

OBJET DE L'ÉTUDE

L'étude, commanditée par la SMFG, avait pour objectif d'établir la situation socio-économique de base des communautés sur lesquelles le projet minier aurait un impact significatif à court terme.

LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

La convention

La responsabilité du travail fut confiée au CIRAD, qui mettrait à disposition un consultant chargé d'appuyer par des missions une équipe de l'IRAG réalisant les travaux de terrain. Pour cela, deux conventions furent signées :

- la convention-mère (consultancy agreement) entre La SMFG et le CIRAD, le 7 août 2006 ;
- la convention de sous-traitance entre le CIRAD et l'IRAG, le 12 août 2006.

2.1.1. La **convention mère** avait les caractéristiques suivantes :

- période : du 12 août 2006 au 31 mars 2007 ;
- responsabilités du consultant :
 - 1° achever une revue littéraire des informations socio-économiques concernant la préfecture de Lola, et particulièrement les sous-préfectures de N'Zoo et Bossou, mettant en relief les questions-clés, les indicateurs et leur évolution au cours des décades précédentes ;
 - 2° préparer une liste commentée des principales parties concernées et autres parties prenantes du projet minier au niveau de la préfecture de Lola ;
 - 3° organiser et mener des études de terrain pour constituer une base de données sous Access concernant les communautés et les ménages, ainsi que les analyses cartographiques (SIG) correspondantes ;
 - 4° préparer de brefs rapports d'étape (2) décrivant l'avancement des travaux, les principaux résultats et les difficultés rencontrées, et un rapport final synthétisant tous les résultats, les analyses statistiques et cartographiques, ainsi que les observations et recommandations à l'égard de la SMFG.
- déroulement des activités :
 - mission 1 : revue bibliographique ; vérification de la liste des parties prenantes ; préparation méthodologique des enquêtes et de la base de données ; préparation méthodologique de la cartographie participative et du SIG ; reconnaissance de la zone d'étude prioritaire, et réunion avec l'une des communautés (test de la méthode).
 - phase 1 de terrain de l'équipe locale : enquêtes communautaires de la zone prioritaire de 9 communautés + une petite ville (N'Zoo) ; enquêtes de ménages (une semaine / communauté) + saisie des données ; 3 cartes / communauté (dont 2 SIG).
 - mission 2 : révision des acquis des enquêtes et des cartes / 9 communautés + N'Zoo ; analyse des données avec l'équipe locale ; éléments de rapport provisoire de phase 1.
 - phase 2 de terrain de l'équipe locale : enquêtes communautaires de la zone non prioritaire de 12 communautés + une petite ville (Bossou) ; enquêtes de ménages (une semaine / communauté) + saisie des données ; 3 cartes / communauté (dont 2 SIG).
 - mission 3 : révision des acquis des enquêtes et des cartes / 12 autres communautés + Bossou ; analyse des données avec l'équipe locale ; éléments du rapport provisoire de phase 2. Préparation du rapport.
 - France : finalisation de la base de données et du rapport synthétique ; envoi pour sa remise sur place.
- chronogramme :
 - août : mission conjointe de 2 semaines (18 jours effectifs) pour la phase de révision bibliographique et d'identification des parties prenantes ;

- entre début septembre et début novembre : mise à disposition par la SMGF des images satellites Ikonos ou autres (orthophotos rectifiées) ;
- septembre – mi novembre : enquêtes pour les 9 villages prioritaires et la petite ville (une semaine/ village au minimum) et cartes suivant disponibilité
- début novembre : seconde mission du consultant (18 j) ;
- décembre – mi février : suite des cartes et enquêtes pour les 12 autres villages.
- fin février : troisième mission du consultant (14 j) ;
- mars : rapport en français et traduction du rapport en anglais par la SMGF.
- modalités de décaissement :
 - 10% à la signature de la convention ;
 - 40% une fois validé un premier rapport d'étape correspondant à la Première Phase de l'étude incluant la revue bibliographique et la première série d'enquêtes ;
 - 30% après réception et validation d'un second rapport d'étape, à l'achèvement des enquêtes ;
 - les derniers 20% après réception et validation du rapport final, des cartes et des données brutes.

2.1.2. La **convention de sous-traitance** entre le CIRAD et l'IRAG couvrait la même période, reprenait le déroulement des activités et le chronogramme présentés ci-dessus et précisait les accords financiers :

- montant : 21 368 €TTC ;
- modalités de décaissement :
 - 15 % soit 3 200 € à la signature de la convention ;
 - 35 % soit 7 500 € à la fin de la phase 1 après acceptation du rapport par le CIRAD ;
 - 30 % soit 6 400 € à la fin de la phase 2 après acceptation du rapport par le CIRAD ;
 - le solde, soit 4 268 € après acceptation du rapport final du Projet, y compris l'analyse et l'évaluation du Projet par le CIRAD et son commanditaire.

L'avenant n° 1 à la convention SMFG/CIRAD

En raison du retard accusé par la SMFG pour fournir les images satellites nécessaires aux travaux de cartographie, un premier avenant à la convention SMFG/CIRAD fut signé le 17 octobre 2006, spécifiant que :

- le délai de réalisation des cartographies participatives pour les 10 villages de la zone prioritaire (N'Zoo inclus) serait porté à 10 semaines à compter de la date d'obtention des images satellites ;
- le terme de la convention serait repoussé de la durée correspondante ;
- la SFMG octroierait au Cirad une subvention forfaitaire complémentaire de 5 600 € à charge de ce dernier d'assurer lui-même les déplacements nécessaires ;

le second versement (40%) prévu en fin de la phase 1 serait réparti en deux versements de 20% chacun : le premier à l'acceptation du rapport sur les enquêtes et la base de données correspondante de la phase 1, et le second à l'acceptation des cartes et de la base de données SIG de cette même phase.

L'avenant n° 2 à la convention SMFG/CIRAD

Suite aux retards dans la fourniture par la SMFG de l'image satellite et à sa faible qualité (N&B), il fallut :

- reprogrammer les activités et les échéances des rapports, avec une mission supplémentaire du CIRAD et un coût additionnel de per diem, d'honoraires, et de transport pour l'IRAG ;
- tenir compte du coût des travaux additionnels demandés sur cette même période par le commanditaire (ajout de 8 villages de l'axe Gogota - Bossou à la zone prioritaire).

L'avenant n°2 signé le 20/12/2006, a convenu entre les parties :

1. Un nouveau chronogramme des activités et des rapports

Villages	Rapport sur les enquêtes "village" et cartographe	Base de données des enquêtes "ménages" pour les villages prioritaires ; cartographie	Cartographie participative (l'occupation des terres, après
-----------------	--	---	---

	des sites sacrés et des infrastructures	participative (d'occupation des terres, et socio-foncière)	réception de la nouvelle image en couleur)
Groupe 1 : Weyakoré, campement de bouviers, Gbakoré 1, Zouguépo, Gonomanota, Gbakoré 2, Ziéla, N'Zoo, Foromota, Kéoulenta	Mi décembre	Fin avril	Fin juin ou juillet
Groupe 2 : Séringbara, Nuon, Thuo, Thiassou 1 et 2, Soroméata, Gogota, Bossou	<i>A inclure dans le rapport final</i>		
Groupe 3 : Gbié, Doromou, Bourata, Guéhuépo, Gouéla	<i>A inclure dans le rapport final</i>	<i>A inclure dans le rapport final (uniquement les thèmes pertinents)</i>	<i>A inclure dans le rapport final</i>

2. Un financement supplémentaire forfaitaire de 12 000 Euros pour la phase 1.

2.4. L'avenant n° 3 à la convention SMFG/CIRAD

Cet avenant signé la 12 juin 2007, a été motivé comme suit :

Vu les événements des premiers mois de 2007 qui ont retardé le travail ;

Considérant, par voie de conséquence, la nécessité de reprogrammer les activités et les échéances des rapports ;

Il est convenu entre les parties un nouveau chronogramme des rapports et de la cartographie :

Il est convenu entre les parties un nouveau chronogramme des rapports et de la cartographie :			
Groupes de Villages	Rapport sur les enquêtes "village", et cartographe participative des sites sacrés et des infrastructures (seulement Groupe 1)	Base de données des enquêtes « village »	Base de données des enquêtes "ménages" et cartographie participative (l'occupation des terres et socio foncière)
Groupe 1 : Weyakoré, campement de bouviers, Gbakoré 1, Zouguépo, Gonomanota, Gbakoré 2, Ziéla, N'Zoo, Foromota, Kéoulenta	Déjà soumis	Fin juin	Mi-août
Groupe 2 : Séringbara, Nuon, Thuo, Thiassou 1 et 2, Soroméata, Gogota, Bossou	Fin juin		
Groupe 3 : Gbié, Doromou, Bourata, Guéhuépo, Gouéla	<i>A inclure dans le rapport final</i>	<i>A inclure dans le rapport final (uniquement les thèmes pertinents)</i>	
Rapport final sur tous les villages synthétisant toutes les enquêtes	Fin Août 2007		

2.5. L'avenant n° 1 à la convention CIRAD/IRAG

Les deux modifications à la convention-mère apportées par les deux premiers avenants ci-dessus furent répercutées à la convention de sous-traitance sous la forme d'un seul avenant, signé le 22 janvier 2007.

Selon les termes de cet avenant :

le CIRAD accordait à l'IRAG un financement complémentaire de 14 342 €;

- l'IRAG devait prendre en charge les déplacements de son équipe ;

- le délai de réalisation des cartographies participatives pour les 10 villages de la zone prioritaire (N'Zoo inclus) était porté à 10 semaines à compter de la date d'obtention des images satellites (fin novembre) ;
- le terme de la convention était repoussé de la durée correspondante au retard d'obtention des images satellites ;

un nouveau chronogramme des activités et des rapports était établi comme suit :

Villages	Rapport sur les enquêtes "village" et cartographie des sites sacrés et des infrastructures	Base de données des enquêtes "ménages" pour les villages prioritaires ; cartographie participative (d'occupation des terres et socio-foncière)	Cartographie participative (l'occupation des terres, après réception de la nouvelle image en couleur)
Groupe 1 : Weyakoré, campement des bouviers, Gbakoré 1, Zouguépo, Gonomanota, Gbakoré 2, Ziéla, N'Zoo, Foromota, Kéoulenta	Mi décembre	Fin avril	Fin juin ou juillet
Groupe 2 : Séringbara, Nuon, Thuo, Thiassou 1 et 2, Soroméata, Gogota, Bossou	<i>À inclure dans le rapport final</i>		
Groupe 3 : Gbié, Doromou, Bourata, Guéhuépo, Gouéla	<i>À inclure dans le rapport final</i>	<i>À inclure dans le rapport final (uniquement les thèmes pertinents)</i>	<i>À inclure dans le rapport final</i>

- la durée de la convention était prolongée de trois mois, soit jusqu'à fin juin, début juillet ;
- l'échelonnement des paiements était révisé comme suit :
 - 1° versements déjà effectués : 6200 € se décomposant en :
 - 15% du montant original (3200 €), payé en septembre 2006 ;
 - avance (3000 €) sur le supplément de 5600 € pour la location du véhicule en phase 1 étendue, payée fin novembre 2006.
 - 2° versements à faire :
 - 7500 € après acceptation par le CIRAD du premier rapport sur les enquêtes des 10 villages prioritaires et des cartes de situation des infrastructures et des sites sacrés : début janvier 2007 ;
 - 2600 € (solde des 5600 €) pour les frais de véhicule en phase 1 : fin janvier 2007 ;
 - 4742 € à la réception d'une base de données des enquêtes « ménages » et de cartographie participative (d'occupation des terres et socio-foncière) pour les Groupes 1 et 2 : fin avril 2007 ;
 - 6400 € à la fin de la phase 2 après acceptation du rapport par le CIRAD, à la réception d'une cartographie participative sur l'occupation des terres pour les Groupes 1 et 2 ;
 - le solde, à savoir 4268 € après acceptation du rapport final du Projet, y compris l'analyse et l'évaluation du Projet, par le CIRAD et son commanditaire.
- le financement total de la convention était ainsi porté à 31710 €

2.6. L'avenant n° 2 à la convention CIRAD/IRAG

Les événements politiques survenus en Guinée au cours du premier trimestre 2007 et la remise le 26 avril 2007 d'une nouvelle image satellite de 2,5 m de résolution en N&B, conduisirent à revoir l'échéancier de remise des rapports et des paiements, et à signer le 9 juin 2007 l'avenant n°2 à la convention de sous-traitance.

Selon cet avenant :

- le nouveau chronogramme des rapports et de la cartographie était établi comme suit :

Groupe de villages	Rapport sur les enquêtes "village" et cartographie participative des sites sacrés	Base de données des enquêtes	Base de données des enquêtes "ménages" et cartographie participative
--------------------	---	------------------------------	--

	et des infrastructures (seulement Groupe 1)	"village"	(d'occupation des terres et socio-foncière)
Groupe 1 : Weyakoré, campement des bouviers, Gbakoré 1, Zouguépo, Gonomanota, Gbakoré 2, Ziéla, N’Zoo, Foromota, Kéoulenta	Déjà soumis	20 juin	5 août
Groupe 2 : Séringbara, Nuon, Thuo, Thiassou 1 et 2, Soroméata, Gogota, Bossou	20 juin		
Groupe 3 : Gbié, Doromou, Bourata, Guéhuépo, Gouéla	À inclure dans le rapport final	À inclure dans le rapport final (uniquement les thèmes pertinents)	
Rapport final sur tous les villages synthétisant toutes les enquêtes	Fin août 2007 à la SMFG		

- la durée de la convention était prolongée jusqu'à fin août 2007 ;
- l'échelonnement des paiements était modifié comme suit :
 - 1° versements déjà effectués : 16300 € se décomposant en :
 - 15% du montant original (3200 €), payé en septembre 2006 ;
 - avance (3000 €) sur le supplément de 5600 € pour la location du véhicule en phase 1 étendue, payée fin novembre 2006.
 - 7500 € après acceptation par le CIRAD du premier rapport sur les enquêtes des 10 villages prioritaires et des cartes de situation des infrastructures et des sites sacrés : payé début mars 2007 ;
 - 2600 € (solde des 5600 €) pour les frais de véhicule en phase 1 : payé début mars 2007
 - 2° versements à faire :
 - 4742 € dès réception d'une base de données des enquêtes « village » pour les Groupes 1 et 2 et un rapport sur les enquêtes « village » pour le Groupe 2 ;
 - 6400 € dès réception d'une base de données des enquêtes « ménages » et d'une cartographie participative (d'occupation des terres et socio-foncière) pour les villages des Groupes 1 et 2 ;
 - le solde, à savoir 4268 € après l'approbation du rapport final par le CIRAD et son commanditaire.

LA PROGRESSION DES TRAVAUX

La première mission du consultant du CIRAD, accompagné du responsable des relations environnementales et sociales de la SMFG, fut réalisée **du 12 au 31 août 2006**. Elle consista notamment :

- du 16 au 18 août 2006, à prendre contact avec les autorités administratives de la préfecture de Lola et celles des sous-préfectures de Bossou et de N'Zoo, ainsi qu'avec les responsables du camp minier de la SMFG. Ces prises de contact furent suivies par des visites de terrain à Kéoulenta (point d'essai palmiers et hévéas de l'IRAG), puis à Thuo et à Séringbara (pisciculture).
- à organiser trois réunions les 17, 23 et 26 août avec les parties prenantes, principalement le PNUD et le CEGENS, pour élaborer les questionnaires d'enquête.

Les travaux de terrain commencèrent le 1er septembre 2006. Il était prévu de mener des enquêtes à deux niveaux : village et ménage, d'établir une cartographie participative et à constituer une base de données relationnelle Access et SIG. Les enquêtes et la cartographie participative devraient se dérouler simultanément ; mais suite au retard dans la livraison des images satellites, les enquêtes commencèrent sans la cartographie participative pendant la première phase de l'étude, portant sur 10 villages de la « zone prioritaire » le long de la route de Weyakoré – N'Zoo – Gouéla.

Pour ces travaux, quatre enquêteurs expérimentés furent recrutés, encadrés par deux jeunes chercheurs (un agronome et un agroéconomiste) et dirigés par un chercheur senior du programme recherche système, ingénieur pédologue spécialisé dans les systèmes d'information géographique. Les premières étapes furent les suivantes :

- 1 septembre 2006 : prise de contact entre les enquêteurs, le Chef d'antenne et le Directeur du Centre pour discuter sur les clauses du contrat entre l'IRAG et les enquêteurs ;
- 2 septembre : mission conjointe du chef d'antenne et du Directeur préfectoral du développement rural dans sous préfecture de N'Zoo et dans quelques villages de la zone prioritaire pour une sensibilisation et la préparation de l'arrivée de l'équipe des enquêteurs dans les villages ;
- 3 septembre : formation des enquêteurs ;
- 5 septembre : premier test du questionnaire village à Gonomanota ;
- 6 septembre : deuxième test à Foromota ;
- 7 septembre : installation des enquêteurs à Weyakoré.

La seconde mission du consultant du CIRAD, destinée à faire le bilan des acquis et à programmer les activités à venir fut réalisée **du 29 octobre au 10 novembre 2006**.

Puis à la mi-novembre, à la demande du commanditaire de l'étude, 8 villages de l'axe Gogota – Bossou furent ajoutés à la zone prioritaire, portant à 18 le nombre de villages devant être enquêtés au cours de la phase 1. Peu de temps après¹, la réception d'une image Spot N&B de résolution 5 m permit d'entreprendre les premiers travaux de cartographie participative et de constitution de la base de données SIG ; mais sachant que ceux-ci ne pourraient être finalisés qu'à l'aide d'une image plus précise que la SMFG s'engagea alors à fournir.

Il s'ensuivit fin novembre 2006 une nouvelle programmation des activités :

- la phase 1 serait étendue à l'étude de diagnostic des 8 villages "prioritaires" de l'axe Gogota - Bossou, par des enquêtes "village" et la cartographie des infrastructures et des sites sacrés (avec positionnement par GPS). Ceci entraînerait une extension de 2 mois de la première étape de la phase 1 (qui devait se terminer à la mi-décembre par le premier rapport d'étape), jusqu'à mi-février 2007.
- l'activité de cartographie participative commencerait en parallèle début décembre, tout d'abord pour les 10 premiers villages prioritaires (délai prévu de 10 semaines – cf. l'avenant 1 à la convention SMFG/CIRAD, de début décembre jusqu'à la mi-février). Cette activité serait poursuivie pour les 8 autres villages prioritaires, sur une période additionnelle de 8 semaines, augmentée de 2 semaines pour le rapport d'étape. Ceci correspondrait à la troisième étape de la phase 1, qui s'étendrait jusqu'à fin avril 2007.
- simultanément les enquêtes "ménages" et "coûts de production" seraient étendues aux 8 nouveaux villages prioritaires, mais leur analyse demanderait à l'équipe deux semaines supplémentaires, faisant culminer la phase 1 complète pour les 18 villages prioritaires à la mi-mai, avec le dernier rapport portant sur les résultats des ces deux activités, ainsi que la base de données correspondante. Enfin, la phase 2 serait considérablement raccourcie, puisqu'elle ne concernerait que 5 villages situés entre N'Zoo et la frontière ivoirienne. Sa durée serait limitée à 1,5 mois, y compris les rapports sectoriels.

L'étude pourrait alors s'achever vers la fin juin 2007.

La remise des rapports fut également reprogrammée :

- un premier rapport serait fourni, qui se limiterait à la bibliographie et aux résultats d'analyse des enquêtes communautaires pour les 10 premiers villages de la zone prioritaire, ainsi que des cartes des sites sacrés et des infrastructures correspondantes ;
- un second rapport donnerait les résultats des enquêtes communautaires pour les 8 villages ajoutés à la zone prioritaires et la cartographie des sites sacrés et des principales infrastructures de l'axe Gogota – Bossou (idem premier rapport) ;
- un troisième rapport concernerait la base de données des enquêtes "ménages" sur les (10 + 8) villages prioritaires ;
- un quatrième rapport porterait sur la cartographie participative (d'occupation des terres, et socio-foncière) sur l'ensemble des 18 villages prioritaires.

Le premier rapport de l'étape 1 de la phase 1 fut remis à la SMFG le 5 janvier 2007.

¹ le 18 novembre 2006

Le 10 janvier 2007 commença une grève nationale illimitée déclenchée par les syndicats et la société civile, en vue d'obtenir un changement du régime politique. Interrompue le 28 janvier, elle reprit le 12 février, en même temps qu'était promulgué l'état de siège, qui devait durer jusqu'au 23 février.

Ceci perturba considérablement le bon déroulement des travaux. Le responsable de l'étude, qui avait été entre-temps nommé directeur du Centre de Recherche Agronomique de Sérédou le 5 septembre 2006 dut rejoindre son poste, et le 18 janvier les enquêteurs furent évacués de Weyakoré et reconduits à N'Zérékoré pour des raisons sécuritaires.

Les travaux de terrain reprirent début mars : enquêtes et base de données des 8 autres villages prioritaires de la phase 1, en incluant 2 villages supplémentaires (Dossou 1 et Dossou 2), afin de couvrir la totalité des villages riverains de la RBMN, et ce avec l'accord du commanditaire. Simultanément, les enquêtes ménages étaient réalisées sur les 10 villages prioritaires initiaux.

Le 26 avril 2007, une nouvelle image satellite de 2,5 m de résolution en N&B fut mise à la disposition de l'équipe. Mais son examen a montré qu'un traitement complémentaire serait nécessaire.

La troisième mission du consultant du CIRAD qui devait être réalisée en janvier 2007, mais qui a été repoussée en raison des événements politiques survenus en début d'année, put finalement être faite **du 2 au 12 mai 2007**. Suite à cette mission, la programmation de l'étude dut être reprise et l'échéancier des rapports et des paiements renégocié avec le commanditaire. Ceci fut consigné dans l'Avenant n° 2 entre le CIRAD et l'IRAG (voir supra).

D'autre part, les enquêtes des 5 villages de la phase 2 ont été effectuées. Le rapport correspondant a été rédigé, tant pour les 8 villages (rapport 2) que pour ces autres villages (rapport 3), et remis début juillet au commanditaire, conjointement avec la base de données access et les tableaux sous Excel.

Les enquêtes ménages des 10 premiers villages ont été enregistrées dans la base de données sous access, avant de poursuivre les enquêtes dans les 8 autres villages et d'enregistrer aussi ces données.

Néanmoins, la cartographie participative des territoires villageois a subi un retard conséquent, du fait de la mauvaise qualité des images satellite N&B, et surtout de l'indisponibilité du responsable des SIG, pour cause de longue maladie, jusqu'au début août. Cette activité se poursuivra jusqu'en septembre car elle concerne l'ensemble des 18 villages désormais prioritaires.

La quatrième mission a été programmée **du 9 au 24 août**, afin de finaliser l'analyse des données des enquêtes ménages et élaborer le rapport correspondant, ainsi que pour préparer le rapport final.

LES PRODUITS (RAPPORTS ET FICHIERS)

Le rapport d'étape 1, intitulé « Etude socio-économique pour l'établissement des données de base des 10 villages concernés en priorité par le projet de la Société des Mines de Fer de Guinée (SMFG) », CIRAD-TERA 72/06 de décembre 2006, fut soumis fin décembre par l'IRAG, révisé par le CIRAD et envoyé le 5 janvier 2007 à la SMFG, accepté le 10 janvier, avec quelques corrections.

Le second rapport, intitulé « Rapport d'étape 2 de phase 1. Résultats des 11 villages sur l'axe Gogota – Thuo » fut publié début juillet 2007 et le troisième, intitulé « Rapport d'étape. Résultats des 4 villages de la troisième phase 2007 », simultanément. Ce dernier présentait les résultats des enquêtes au niveau village de quatre villages plus ou moins éloignés des Monts Nimba, à savoir : Gbié, Doromou, Bourata et Gouéla, tous situés sur la route nationale N'Zérékoré – Lola – Gouéla.

A la mi-juillet 2007 fut également mis à la disposition du commanditaire de l'étude, un fichier Access contenant la base de données des enquêtes « village » sur un total de 25 villages enquêtés.

LES ASPECTS FINANCIERS

Les virements du CIRAD à l'IRAG

A fin juillet 2007, tous les rapports des enquêtes villages, ainsi que la base de données correspondante avaient été remis, et conformément aux dispositions de l'avenant n° 2 (voir page 24), le CIRAD avait mis à disposition de l'IRAG une somme de 21 042 € (en fait 20 882 €, déduction faite des frais bancaires – voir le Tableau 1 ci-dessous).

Tableau 1 : sommes reçues par l'IRAG

date	montant brut	frais bancaires	montant net
18/09/2006	3 200,00	40,00	3 160,00
04/12/2006	3 000,00	40,00	2 960,00
02/04/2007	10 100,00	40,00	10 060,00
23/07/2007	4 742,00	40,00	4 702,00
total	21 042,00	160,00	20 882,00

La phase 1, y compris son extension, était achevée et les sommes décaissées par le CIRAD représentaient 152% du montant des frais de fonctionnement budgétés pour cette phase, à savoir 13 808 €, ou encore 81% du budget honoraires compris, qui s'élevait à 25 848 € (voir page 34).

Le coût de l'étude

Le détail des dépenses est présenté en annexe, page 35. Pour la réalisation de la phase 1, il n'a été dépensé que 78% du montant prévu au budget (Tableau 2). Des dépassements ont été constatés sur les prestations des consultants locaux, principalement causés par l'allongement des délais, en raison des événements survenus en début d'année 2007, et de la lenteur de mise à disposition des fonds à l'équipe de terrain. Les frais d'équipement et de logement avaient été sous-estimés de moitié; en revanche, les frais de déplacement et de publication avaient été évalués au double des dépenses effectivement réalisées.

Tableau 2 : dépenses sur budget à fin juillet 07

		budget			dépenses	% réalisé
		phase 1	ext. ph. 1	total		
per diem consultants locaux IRAG	B1	1 120	1 632	2 752	3 295	120%
salaires et per diem enquêteurs	B2	1 024	1 632	2 656	2 748	103%
frais de publication	B3		600	600	271	45%
frais d'équipement de terrain et logement	B4	300	500	800	1 522	190%
déplacements locaux	B5		7 000	7 000	2 979	43%
Total		2 444	11 364	13 808	10 817	78%

Le financement des travaux de terrain

A fin juillet, un peu plus de 104 millions de GNF avaient été mis à disposition du CRAS par la Direction Générale, dont 84 millions (14 470 €) pour les frais de fonctionnement de l'équipe de terrain et 20 millions (2 800 €) au titre des honoraires.

Tableau 3 : sommes mises à disposition du CRAS

date	Référence	GNF	Taux	€
1° au titre des frais de fonctionnement				
15/09/06	Chèque n° 5250685	5 000 000	7 159	698,41
15/09/06	Virement n° 06/069 PVB	5 000 000	7 159	698,41
19/12/06		21 000 000	7 354	2 855,45
17/04/07		7 000 000	8 282	845,21
26/04/07		6 300 000	5 090	1 237,63
30/04/07		10 000 000	5 148	1 942,43
02/05/07		4 367 500	5 053	864,29
24/05/07	virement sur le compte de N'Zérékoré	13 000 000	4 797	2 709,96
8/08/07	Achat disque dur, app. photo & enregistreur	2 014 888	4 818	418,20
8/08/07	virement sur le compte de N'Zérékoré	10 600 000	4 818	2 200,00
	total	84 282 388		14 469,99
2° au titre des honoraires				
21/10/06	espèces remises par Jean-Marie Kalms	10 000 000	7 110	1 406,38
27/10/06	virement reçu de l'IRAG	10 000 000	7 145	1 399,54
	total	20 000 000		2 805,92

Malheureusement, la mise à disposition des fonds a été particulièrement chaotique, retardant les travaux et obligeant l'équipe à jouer sur la trésorerie d'autres projets (FSP et Duras), voire des AT pour maintenir ses activités (voir à la dernière ligne du Tableau 4 ci-dessous).

Les difficultés chroniques évoquées sont dues à deux facteurs principaux :

- le délai entre la demande (plan de trésorerie + justificatifs des dépenses) et la réception des fonds par le DCRAS a souvent été de 2 à 3 semaines,
- la politique de gestion de flux très tendu (sans fonds de roulement) défini par la DG.

La combinaison de ces deux facteurs a entraîné systématiquement un déficit chronique pendant une à deux semaines des liquidités disponibles au CRAS pour l'ensemble des deux conventions et du projet Duras.

La cause principale de ce délai vient du fait que, jusque tout récemment (juillet), la gestion des conventions et des projets était effectuée directement par le DG qui en assurait le suivi, avec l'agent comptable. Ce qui était incompatible avec leurs fonctions respectives, sans mentionner les conséquences d'absences (nombreuses missions) du DG. Désormais ce suivi est assuré par le DCAF, sous la direction du DG, ce qui normalise la situation.

Une autre cause a été l'apprentissage progressif des procédures de gestion par le DCRAS.

Néanmoins, deux autres causes concourent à cette situation de gestion difficile

- Concernant l'étude SMFG villages, la prolongation de l'étude de 6 mois est le facteur aggravant principal, et ce malgré les compensations financières par le commanditaire, due aux causes citées dans le rapport d'exécution (au retard de mise à disposition de l'image satellite, 2 mois et demi après la signature, mais impropre, puis 6 mois plus tard), le passage des 8 villages non prioritaires en priorité (4 mois après le début),
- Concernant le projet Duras, le retard de 3 mois à la mise à disposition des fonds par l'IRAD/Cameroun pour le 1er virement, puis de 1,5 mois pour le second (viré le 25/06, encore non crédité à ce jour).

Tableau 4 : trésorerie de l'étude mensualisée

	août-06	sept.-06	oct.-06	nov.-06	Déc.-06	janv.-07	févr.-07	mars-07	avr.-07	mai-07	juin-07	juil.-07
per diem consultants locaux IRAG				2 485 000	11 700 000	2 600 000	450 000		3 800 000	2 600 000		
salaires et per diem enquêteurs		3 690 000	25 000	1 845 000		1 800 000		1 600 000	1 250 000	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Publication	554 900	459 500	52 500	150 500	393 500	22 000		10 000	16 000	174 000	28 000	
Equipement de terrain et logement	1 395 500	522 000	906 500	3 399 000	63 000	938 700		100 000	425 000	108 500	58 000	2 027 597
déplacements locaux		395 000	564 000	848 000	2 455 000	3 284 500	43 000	787 000	1 446 500	5 788 500	1 057 700	901 500
total	1 950 400	5 066 500	1 548 000	8 727 500	14 611 500	8 645 200	493 000	2 497 000	6 937 500	10 921 000	3 393 700	5 179 097
cumul	1 950 400	7 016 900	8 564 900	17 292 400	31 903 900	40 549 100	41 042 100	43 539 100	50 476 600	61 397 600	64 791 300	69 970 397
financement reçus		10 000 000			21 000 000				23 300 000	17 367 500		2 027 597
cumul		10 000 000	10 000 000	10 000 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000	54 300 000	71 667 500	71 667 500	73 695 097
solde en caisse à la fin du mois	-1 950 400	2 983 100	1 435 100	-7 292 400	-903 900	-9 549 100	-10 042 100	-12 539 100	3 823 400	10 269 900	6 876 200	3 724 700

Les dépenses sur honoraires

A fin juillet, 7234 € ont été perçus par l'IRAG au titre des honoraires (21042 € moins 13808 € voir au paragraphe 0, page 21), desquels 2806 € = 20 000 000 GNF ont été reversés au CRAS (tableau 3).

De ces 20 millions GNF reçus au titre des ressources propres, 5 500 000 GNF ont été reversés, dont 2 500 000 GNF pour la réalisation de l'étude et 3 000 000 GNF à la Direction Générale (voir le paragraphe 0, page 38).

Les dépenses se répartissent ainsi :

nature de dépense	GNF
gardiennage et entretien villa IRAG à Osud	4 039 000
entretien et récolte caféières de Gbaya et Lola	7 163 000
entretien et carburant Land Cruiser II EP 5803 A	1 221 000
Divers	990 000
total	13 413 000

ANNEXES

Budget prévisionnel IRAG pour l'étude socio-économique CIRAD-IRAG pour la SMGF (août 2006)

		Unité	1ère mission + phase 1			2ème mission + phase 2			3ème mission			Total
			Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Montant €	
A	HONORAIRES											
A2	Consultants locaux IRAG (2C + 1T)	j	140	35	4 900	130	35	4 550	42	35	1 470	10 920
B	FRAIS DE FONCTIONNEMENT											
B1	Per diem consultants locaux IRAG	j	140	8	1 120	130	14	1 820	42	14	588	3 528
B2	Équipe enquêteurs (2) per diem	j	128	3	384	120	7	840	8	7	56	1 280
	Équipe enquêteurs (2) salaires	j	128	5	640	120	5	600	8	5	40	1 280
B3	Frais de publication (rapport + cartes)	forfait	1	300	300	1	300	300	1	400	400	1 000
B5	Déplacements locaux (véhicule + chauffeur) phase2	forfait				1	3 360	3 360				3 360
B	Total partie FONCTIONNEMENT				2 444			6 920			1 084	10 448
	TOTAL				7 344			11 470			2 554	21 368

Budget prévisionnel IRAG révisé selon l'avenant n° 1 à la convention SMFG/CIRAD (octobre 2006)

		Unité	1ère mission + phase 1			2ème mission + phase 2			3ème mission			Total
			Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Montant €	
A	HONORAIRES											
A2	Consultants locaux IRAG (2C + 1T)	j	140	35	4 900	130	35	4 550	42	35	1 470	10 920
B	FRAIS DE FONCTIONNEMENT											
B1	Per diem consultants locaux IRAG	j	140	8	1 120	130	14	1 820	42	14	588	3 528
	Équipement chercheurs + chauffeur (3)	forfait			100							
B2	Équipe enquêteurs (2) per diem	j	128	3	384	120	7	840	8	7	56	1 280
	Équipe enquêteurs (2) salaires	j	128	5	640	120	5	600	8	5	40	1 280
	Équipements enquêteurs (4)	forfait			50							
B3	Frais de publication (rapport + cartes)	forfait	1	300	300	1	300	300	1	400	400	1 000
B5	Déplacements locaux (véhicule+chauffeur) phases1+2	forfait	70	80	5 600	1	3 360	3 360				8 960
	dont équipement chercheurs + enquêteurs :				150							
B	Total partie FONCTIONNEMENT				8 044			6 920			1 084	16 048
	TOTAL				12 944			11 470			2 554	26 968

Budget prévisionnel IRAG révisé selon l'avenant n° 2 à la convention SMFG/CIRAD (décembre 2006)

		Unité	1ère mission + phase 1			2ème + 3° mission + extension phase 1					phase 2 + 4ème mission			Total
			Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Qté	Prix Unit €	Montant €	Qté	Prix Unit €	Montant €	
A	HONORAIRES													
A2	Consultants locaux IRAG (3 CP + 1 Temp.)	j	140	35	4 900	18	35	186	35	7 140	46	35	1 610	13 650
A	Total partie HONORAIRES				4 900					7 140			1 610	13 650
B	FRAIS DE FONCTIONNEMENT													
B1	Per diem consultants locaux IRAG	j	140	8	1 120	18	8	186	8	1 632	46	8	368	3 120
B2	Équipe enquêteurs (2) per diem	j	128	3	384	18	3	186	3	612	8	3	24	1 020
	Équipe enquêteurs (2) salaires	j	128	5	640	18	5	186	5	1 020	8	5	40	1 700
B3	Frais de publication (rapport + cartes)					1	300	1	300	600	1	400	400	1 000
B4	Frais d'équipement de terrain + location village				300		500			500			200	1 000
B5	Déplacements locaux (véhicule + chauffeur)	j						100	70	7 000	46	70	3 220	10 220
B	Total partie FONCTIONNEMENT				2 444					11 364			4 252	18 060
	TOTAL				7 344					18 504			5 862	31 710

Détail des dépenses effectuées au titre de l'étude à fin juillet 2007

N°	Date	Libellé	Nat.	GNF	Taux	€
1	17/08/06	fournitures de bureau	B3	56 900	7 224	7,88
39	17/08/06	frais d'hôtel et loyer case de passage	B4	410 000	7 224	56,76
2	21/08/06	fournitures de bureau	B3	290 000	7 166	40,47
7	22/08/06	Photocopies	B3	30 000	7 188	4,17
3	25/08/06	fournitures de bureau	B3	178 000	7 162	24,85
4	29/08/06	matelas, moustiquaires, draps	B4	753 000	7 217	104,34
5	29/08/06	draps, torches & bidons	B4	118 500	7 217	16,42
6	29/08/06	seaux, bouilloires	B4	75 000	7 217	10,39
8	29/08/06	Lampe	B4	39 000	7 217	5,40
14	01/09/06	chemises plastiques, carnet de reçus	B3	12 500	7 222	1,73
25	01/09/06	Bottes	B4	468 000	7 222	64,80
17	02/09/06	Déplacements	B5	395 000	7 263	54,39
13	09/09/06	indemnités interprète	B2	45 000	7 212	6,24
11	10/09/06	Photocopies	B3	52 000	7 205	7,22
9	12/09/06	Restauration	B4	40 000	7 129	5,61
12	12/09/06	cahiers 200 p, rame A4	B3	40 000	7 129	5,61
15	13/09/06	rames A4	B3	50 000	7 162	6,98
10	16/09/06	indemnités interprète	B2	45 000	7 150	6,29
30	22/09/06	cartouches d'encre HP 23 & HP 45	B3	260 000	7 151	36,36
33	23/09/06	encreur, facturier	B4	14 000	7 205	1,94
31	25/09/06	Photocopies	B3	45 000	7 267	6,19
21	30/09/06	salaires et per diem enquêteurs sept. 06	B2	1 800 000	7 175	250,88
22	30/09/06	salaires et per diem enquêteurs oct. 06	B2	1 800 000	7 175	250,88
32	13/10/06	photocopies, chemises	B3	52 500	7 093	7,40
23	17/10/06	clé 17 à plat, pince	B5	19 000	7 051	2,69
49	23/10/06	couvertures, draps de lit, vaisselle	B4	105 500	7 161	14,73
50	23/10/06	Vaisselle	B4	81 000	7 161	11,31
18	28/10/06	Carburant	B5	440 000	7 154	61,50
20	29/10/06	entretien Boxer	B5	75 000	7 201	10,42
34	29/10/06	draps de lit	B4	120 000	7 201	16,67
35	29/10/06	Matelas	B4	600 000	7 201	83,33
45	30/10/06	indemnité interprètes	B2	25000	7 201	3,47
46	30/10/06	Transport	B5	30 000	7 201	4,17
38	03/11/06	2 l huile moteur	B5	20 000	7 189	2,78
42	03/11/06	avance sur per diem consultants	B1	1 050 000	7 189	146,05
48	03/11/06	Piles	B4	28 000	7 189	3,89
26	04/11/06	réchaud, vaisselle	B4	238 000	7 238	32,88
41	04/11/06	avance sur per diem consultants	B1	735 000	7 238	101,55
43	04/11/06	avance sur per diem consultants	B1	300 000	7 238	41,45
27	05/11/06	lits, chaises, table	B4	1 280 000	7 218	177,34
24	06/11/06	GE TG 2500 DC, serrures	B4	590 000	7 218	81,74
28	06/11/06	Vaisselle	B4	462 000	7 218	64,01
29	06/11/06	vaisselle, lampes, moustiquaires	B4	318 000	7 218	44,06
37	06/11/06	ampoule de phare	B5	4500	7 218	0,62
19	10/11/06	Carburant	B5	334 500	7 172	46,64
44	10/11/06	indemnité interprètes	B2	45 000	7 172	6,27
55	17/11/06	Papeterie	B3	8 000	7 269	1,10
56	17/11/06	Transport	B5	19 000	7 269	2,61
47	22/11/06	Restauration	B4	50000	7 215	6,93
54	23/11/06	Papeterie	B3	23 500	7 251	3,24
36	25/11/06	connexion Internet	B3	10 000	7 349	1,36
16	26/11/06	Carburant	B4	398 000	7 431	53,56
51	27/11/06	papier calque, bâton de colle, cahiers 100 p	B3	109 000	7 433	14,66
53	27/11/06	EP 5803 A - soudure tendeur courroie	B5	30 000	7 433	4,04
52	29/11/06	Carburant	B5	232 000	7 384	31,42
58	29/11/06	per diem consultants	B1	400 000	7 384	54,17
59	30/11/06	EP 5803 A – carburant	B5	208 000	7 389	28,15

N°	Date	Libellé	Nat.	GNF	Taux	€
66	30/11/06	salaires et per diem enquêteurs nov. 06	B2	1 800 000	7 389	243,61
67	30/11/06	Equipement	B4	35 000	7 389	4,74
57	02/12/06	Photocopies	B3	28 500	7 461	3,82
65	05/12/06	EP 5803 A - vidange moteur & électricité	B5	178 000	7 527	23,65
60	06/12/06	carburant véhicules	B5	310 000	7 473	41,48
61	06/12/06	entretien moto AG 100	B5	23 700	7 473	3,17
62	06/12/06	cartouches d'encre HP 56 et rame papier A4	B3	150 000	7 473	20,07
64	06/12/06	pneu, chambre à air et ampoule AG 100	B5	108 500	7 473	14,52
68	06/12/06	per diem consultants 16 au 31 août 2006	B1	1 300 000	7 473	173,96
69	06/12/06	per diem consultants septembre 2006	B1	2 600 000	7 473	347,92
70	06/12/06	per diem consultants juniors octobre 2006	B1	1 200 000	7 473	160,58
71	06/12/06	per diem consultants juniors novembre 2006	B1	1 200 000	7 473	160,58
72	06/12/06	salaire chauffeur novembre 2006	B5	300 000	7 473	40,14
63	08/12/06	carburant véhicules	B5	87 000	7 534	11,55
73	08/12/06	cartable plastique et chemises	B3	10 000	7 534	1,33
74	08/12/06	Equipement	B4	24 000	7 534	3,19
83	09/12/06	souris, rame A4	B3	85 000	7 448	11,41
90	10/12/06	Transport	B5	71 000	7 524	9,44
82	12/12/06	encre HP 56	B3	120 000	7 478	16,05
77	14/12/06	EP 5803 A – carburant	B5	124 800	7 465	16,72
79	15/12/06	Verres	B4	25 000	7 419	3,37
80	15/12/06	Piles	B4	14 000	7 419	1,89
75	20/12/06	EP 5803 A - réfection boîte de vitesse, disque d'embrayage	B5	370 000	7 438	49,75
78	22/12/06	Carburant	B5	176 000	7 394	23,80
76	27/12/06	EP 5803 A – carburant	B5	156 000	7 457	20,92
94	28/12/06	EP 5803 A - roulement, garnitures freins arrière	B5	100 000	7 454	13,42
84	30/12/06	per diem consultants décembre 2006	B1	2 600 000	7 450	349,00
85	30/12/06	per diem consultant senior octobre 2006	B1	1 400 000	7 450	187,92
86	30/12/06	per diem consultant senior novembre 2006	B1	1 400 000	7 450	187,92
87	30/12/06	salaire et per diem chauffeur décembre 2006	B5	450 000	7 450	60,40
88	04/01/07	salaires et per diem enquêteurs janv. 07	B2	1 800 000	7 452	241,55
93	04/01/07	EP 5803 A – carburant	B5	384 000	7 452	51,53
95	04/01/07	Piles	B4	10 500	7 452	1,41
100	06/01/07	redevance d'accès aux sites sacrés	B4	130 000	7 352	17,68
101	06/01/07	redevance d'accès aux sites sacrés	B4	30 000	7 352	4,08
91	07/01/07	Carburant	B5	180 000	7 320	24,59
92	07/01/07	dépenses diverses	B4	58 200	7 320	7,95
89	08/01/07	connexion Internet	B3	16 000	7 320	2,19
96	09/01/07	Carburant	B5	447 500	7 321	61,13
97	11/01/07	EP 5803 A - arrêts d'huile, cardan, garnitures freins avant	B5	1 303 000	7 288	178,80
102	12/01/07	chargeur téléphone	B4	10 000	7 348	1,36
106	13/01/07	téléphone portable Samsung	B4	400 000	7 304	54,77
108	13/01/07	puce Areeba	B4	100 000	7 304	13,69
104	14/01/07	EP 5803 A – carburant	B5	156 000	7 319	21,31
105	14/01/07	régulateur de tension 500 W	B4	110 000	7 319	15,03
107	14/01/07	câble électrique, multiprise	B4	90 000	7 319	12,30
103	15/01/07	connexion Internet	B3	6 000	7 319	0,82
98	16/01/07	salaire et per diem chauffeur janvier 2007	B5	450 000	7 327	61,42
99	16/01/07	per diem consultants janvier 2007	B1	2 600 000	7 327	354,87
81	17/01/07	EP 5803 A – carburant	B5	364 000	7 342	49,57
109	02/02/07	EP 5803 A – carburant	B5	43 000	7 895	5,45
40	26/02/07	avance sur per diem consultants	B1	450 000	8 023	56,09
110	21/03/07	salaires et per diem enquêteurs fév. - mars 07	B2	1 600 000	8 112	197,24
110	21/03/07	salaire et per diem chauffeur fév. - mars 2007	B5	600 000	8 112	73,96
112	29/03/07	connexion Internet	B3	10 000	8 124	1,23
113	30/03/07	réparation boîtier d'alimentation ordinateur Toshiba	B4	100 000	8 088	12,36
114	30/03/07	Transport	B5	15 000	8 088	1,85
116	31/03/07	EP 5803 A – carburant	B5	172 000	8 171	21,05
140	03/04/07	connexion Internet	B3	10 000	8 166	1,22

N°	Date	Libellé	Nat.	GNF	Taux	€
117	05/04/07	EP 5803 A - ampoules feux de recul	B5	15 000	8 147	1,84
111	11/04/07	per diem consultants fév. - mars 2007	B1	900 000	8 190	109,90
115	11/04/07	EP 5803 A - carburant et lubrifiant	B5	208 500	8 190	25,46
119	11/04/07	piles, appareil photo, bobine	B4	126 000	8 190	15,39
121	11/04/07	EP 5803 A - carburant et lubrifiant	B5	200 500	8 190	24,48
125	11/04/07	per diem consultants avril 2007	B1	2 600 000	8 190	317,48
126	11/04/07	per diem enquêteurs avril 07	B2	1 250 000	8 190	152,63
127	11/04/07	per diem chauffeur avril 07	B5	150 000	8 190	18,32
134	11/04/07	per diem consultant cartographe mai 2007	B1	300 000	8 190	36,63
123	13/04/07	clé antivol pour moto	B5	34 000	8 219	4,14
124	16/04/07	Papeterie	B4	187 500	8 283	22,64
118	18/04/07	draps de lit, petit matériel électrique	B4	111 500	5 007	22,27
120	18/04/07	EP 5803 A – carburant	B5	451 500	5 007	90,17
122	24/04/07	EP 5803 A – carburant	B5	387 000	5 052	76,60
141	24/04/07	connexion Internet	B3	6 000	5 052	1,19
129	01/05/07	EP 5803 A - vidange moteur, boîte et pont, soudure échapp.	B5	589 000	5 104	115,41
134	04/05/07	réparation boîtier d'alimentation ordinateur Toshiba	B4	90 000	5 053	17,81
128	07/05/07	salaire chauffeur avril 07	B5	300 000	5 105	58,77
130	07/05/07	per diem consultants mai 2007	B1	2 600 000	5 105	509,31
131	07/05/07	salaires enquêteurs avril 07	B2	1 000 000	5 105	195,89
132	07/05/07	per diem enquêteurs mai 07	B2	1 250 000	5 105	244,86
133	07/05/07	per diem chauffeur mai 07	B5	150 000	5 105	29,38
142	10/05/07	cartouche d'encre HP 56	B3	130 000	4 786	27,16
147	13/05/07	EP 5803 A - huile pont, cosse batterie, support échappement	B5	308 000	4 794	64,25
164	13/05/07	EP 5803 A - changement boîte de vitesses	B5	3 300 000	4 794	688,34
145	15/05/07	rames A4	B3	44 000	4 816	9,14
143	17/05/07	Piles	B4	18 500	4 836	3,83
137	19/05/07	EP 5803 A – carburant	B5	451 500	4 791	94,24
146	23/05/07	EP 5803 A - tête cardan AR, soudure échappement et support	B5	190 000	4 784	39,72
135	25/05/07	EP 5803 A - changement tendeur courroie direction	B5	50 000	4 712	10,61
149	31/05/07	per diem chauffeur juin 07	B5	150 000	4 720	31,78
150	31/05/07	salaire chauffeur mai 07	B5	300 000	4 720	63,56
144	04/06/07	EP 5803 A - piston et segments, câble d'embrayage	B5	105 100	4 732	22,21
148	04/06/07	per diem enquêteurs juin 07	B2	1 250 000	4 732	264,15
151	04/06/07	salaires enquêteurs mai 07	B2	1 000 000	4 732	211,32
136	05/06/07	EP 5803 A - carburant et lubrifiant	B5	162 500	4 722	34,41
138	05/06/07	EP 5803 A – carburant	B5	174 500	4 722	36,95
139	08/06/07	Carburant	B5	76 500	4 730	16,17
157	12/06/07	connexion Internet	B3	28 000	4 686	5,97
155	13/06/07	rames A4, piles	B4	53 000	4 693	11,29
158	13/06/07	Adaptateur	B4	2 000	4 693	0,43
165	20/06/07	Carburant	B5	61 600	4 724	13,04
153	27/06/07	EP 5803 A – carburant	B5	134 500	4 723	28,48
156	27/06/07	EP 5803 A - régulateur de tension, huile SAE 90	B5	214 000	4 723	45,31
154	30/06/07	Carburant	B5	129 000	4 746	27,18
159	30/06/07	Facturier	B4	3 000	4 746	0,63
152	02/07/07	EP 5803 A – carburant	B5	451 500	4 756	94,92
160	03/07/07	salaires enquêteurs juin 07	B2	1 000 000	4 755	210,29
161	03/07/07	salaire chauffeur juin 07	B5	300 000	4 755	63,09
162	03/07/07	per diem enquêteurs juillet 07	B2	1 250 000	4 755	262,87
163	03/07/07	per diem chauffeur juillet 07	B5	150 000	4 755	31,54
	23/07/07	disque dur 120 Go, appareil photo & enregistreur	B4	2 027 597	4 848	418,20
total des dépenses à fin juillet 07				69 970 397		10 816,51

Détail des dépenses effectuées au titre des ressources propres à fin juillet 2007

pièce	date	Libellé	GNF
CJ353	04/10/05	salaire septembre gardiens villa IRAG	180 000
CJ354	04/11/05	salaire octobre gardiens villa IRAG	180 000
CJ355	10/12/05	salaire novembre gardiens villa IRAG	180 000
CJ356	02/01/06	salaire décembre et prime de fin d'année gardiens villa IRAG	226 000
CJ357	05/02/06	salaire janvier gardiens villa IRAG	180 000
CJ358	01/03/06	salaire février gardiens villa IRAG	180 000
ADB002	07/03/06	matériaux de construction bornes – Lola	288 000
ADB003	07/03/06	frais de mission DPDRE Lola bornage domaine IRAG	50 000
ADB004	08/03/06	confection 8 bornes	50 000
ADB005	08/03/06	paiement tâcherons bornage domaine Lola	40 000
ADB008	20/03/06	paiement tâcherons réhabilitation de la caféière de l'IRAG à Lola	375 000
CJ367	13/04/06	salaire mars gardiens villa IRAG	180 000
ADB010	28/04/06	paiement tâcherons défrichage de 3 caféières à Gbaya	750 000
CJ183	30/04/06	salaire avril personnel villa IRAG	230 000
ADB011	14/05/06	10 l Kalach, 1 paire bottes	686 000
CJ359	16/05/06	1 rouleau de grillage moustiquaire pour la villa IRAG	35 000
CJ360	16/05/06	4 feuilles de contreplaqué pour la villa IRAG	108 000
CJ361	16/05/06	2 kg pointes n° 3 pour la villa IRAG	10 000
CJ362	16/05/06	4 paquets de pointe chapeau étanchéité villa IRAG	32 000
CJ363	22/05/06	1 m pâta étanchéité villa IRAG	37 000
ADB012	22/05/06	rabattage 3 ha Chromolaena à Gbaya Fromo Théa	360 000
ADB014	30/05/06	rabattage 1,5 ha Chromolaena à Lola Hèm Chérif	180 000
CJ364	30/05/06	main d'œuvre étanchéité villa IRAG	130 000
CJ185	31/05/06	salaire mai personnel villa IRAG	230 000
ADB015	02/06/06	application herbicide à Gbaya Moussa Doukouré	144 000
ADB016	05/06/06	application herbicide à Lola Benjamin Doré	72 000
ADB019	19/06/06	1000 boutures racinées pour Gbaya	200 000
CJ365	22/06/06	lattes, pointes et peinture réfection balustrade villa IRAG	230 000
ADB020	25/06/06	bastins et pointes pour Lola	171 000
ADB021	25/06/06	confection du passage sur le ruisseau de Lola	49 000
CJ191	30/06/06	salaire juin personnel villa IRAG	230 000
ADB022	09/07/06	avance pour l'entretien des plants issus de bouturage à Gbaya	200 000
ADB023	10/07/06	réglage ombrage et égourmandage caféière Lola	190 000
CJ366	17/07/06	peinture encadrement fenêtres villa IRAG	50 000
ADB025	28/07/06	égourmandage caféiers et mise en place Glyricidia Gbaya	330 000
CJ201	31/07/06	salaire juillet personnel villa IRAG	310 000
ADB027	07/08/06	transport des tecks, trouaison & mise en place	200 000
ADB028	12/08/06	défrichage et application herbicide contourage parcelle Lola	80 000
ADB030	13/08/06	achat 1 pulvérisateur et 2 l herbicide	380 000
ADB031	13/08/06	prime aux pépiniéristes sortie 60 plants de teck	100 000
CJ219	31/08/06	salaire août personnel villa IRAG	310 000
CJ289	30/09/06	salaire septembre personnel villa IRAG	310 000
ADB034	25/10/06	10 sacs Boro, 1 bâche HCR	170 000
CJ307	31/10/06	salaire octobre personnel villa IRAG	310 000
ADB035	07/11/06	défrichage, égourmandage et gardiennage caféière Lola	530 000
ADB036	07/11/06	premier passage de récolte à Lola	80 000
ADB037	13/11/06	défrichage et égourmandage caféière Gbaya	880 000
ADB039	18/12/06	deuxième passage de récolte à Lola, transport des cerises fraîches	245 000
ADB041	25/12/06	reliquat gardiennage, séchage café et transport café coques à N'Zé	150 000
ADB042	25/12/06	protection plants de teck / sécheresse (chapeaux en palmes)	70 000
CJ377	31/12/06	EP 5803 A - N'Zérékoré - changement garniture de frein AR & lavage moteur	180 000
CJ011	02/01/07	EP 5803 A - N'Zérékoré - changement disque et durite, batterie 100 Ah	850 000
CJ012	25/01/07	réparation ordinateur de bureau endommagé par surtension 300 V + 1 écran	740 000
CJ013	06/02/07	EP 5803 A - N'Zérékoré - nécessaire d'embrayage, joint torique	105 000
CJ001	07/02/07	EP 5803 A - N'Zérékoré - 209004 km 20 l gas-oil	86 000

pièce	date	Libellé	GNF
CJ108	05/05/07	excédent de bagages transport de fonds par vol Paramount	250 000
CJ048	23/05/07	carburant moto Abdoulaye Djibril Bah surveillance caféières Gbaya et Lola	314 000
		total des dépenses à fin juillet 07	13 413 000
Avances reçues			
	21/10/06	espèces remises par Jean-Marie Kalms	10 000 000
CJ369	27/10/06	virement reçu de l'IRAG	10 000 000
CJ427	21/12/06	avance sur frais d'étude remise à Koïkoï Zoumanigui à N'Zérékoré	(2 500 000)
CJ014	14/03/07	espèces remises au DG de l'IRAG	(3 000 000)
		total des avances reçues	14 500 000
Reste en caisse			1 087 000

ANNEXE 4

Compte rendu de la réunion du CLC du projet Duras « forêt » Guinée, N'zérékoré, le 21/08/2007

PROCES VERBAL DE LA QUATRIEME SESSION DU COMITE LOCAL DE CONCERTATION (CLC) TENUE Le 21 août 2007 à N'zérékoré

Il s'est tenu dans les locaux de l'antenne IRAG-N'zérékoré à la date du vingt et un août de l'année deux mil sept, la quatrième session du comité local de concertation (CLC) du projet DURAS (développement durable dans les systèmes de recherche agricole du sud).

Le programme des activités de cette journée est le suivant :

- I-** Le point sur les résultats disponibles des activités réalisées ou en cours de réalisation (1, 2, 3, 5, 7)
- II-** Nouvelles programmations des activités pour 2007 en fonction des disponibilités financières et logistiques
- III-** Préparation du bilan des acquis du projet, notamment de l'expérience du partenariat en vue de l'envoyer au Cameroun pour sa transmission au coordinateur des projets Duras.

La session a débuté à 11h 30 et les communications suivantes ont eu lieu :

- Le souhait de bienvenue à l'ouverture de la session par le Directeur du centre de Recherche Agronomique de Sérédou
- La communication du coordinateur du projet Duras guinée forestière
- Les débats (état de réalisation des activités et les réactions des participants sur l'état d'avancement des travaux et les questions d'éclaircissement).

Déroulement de la séance

A l'ouverture de la journée, l'honneur est revenu au Directeur du centre de recherche agronomique de Sérédou d'ouvrir la session de concertation des partenaires du projet Duras. Il profitera de cette occasion pour formuler les souhaits de bienvenue à Jean Marie KALMS (du CIRAD-ES) Conseiller technique du Projet DURAS en mission de coordination de l'étude socioéconomique de base des villages riverains du Mont Nimba en guinée forestière et à l'ensemble des participants à cette journée de concertation.

Après l'ouverture de la session de concertation, la parole sera donnée à Sékouba Gbamou TRAORE coordinateur du projet Duras en guinée forestière de souhaiter lui aussi les bienvenues à Jean Marie KALMS et à l'ensemble des participants avant de donner le programme de la journée cité plus haut.

Au cours de ses interventions, le coordinateur a fait remarquer que la présente séance de concertation se tiendra de façon extra ordinaire car organisée en vue de profiter du passage à N'zérékoré de J.M.KALMS. Si non il fallait attendre la réalisation de certaines activités pour pouvoir organiser l'organiser.

En information générale, le coordinateur a présenté la situation de l'activité **l'activité 7** totalement réalisée à **Nienh et à Boussédou** avec rapport à l'appui, le point sur l'activité également réalisée dans les deux villages et dont le rapport est en phase de finalisation par

responsables qui sont respectivement : Daniel KOLIE pour Nienh et Mory HABA pour Boussédou.

En ce qui concerne l'activité 2, la réalisation des travaux de terrain est en cours et les responsables sont : Madame Henriette KOUROUMA Directrice régionale du SNPRV N'Zérékoré sud, pour Nienh et Monsieur Mamadou Fadja DIALLO, Directeur régional du SNPRV N'Zérékoré nord pour Boussédou. Pour la collecte des données de terrain (enquête auprès des exploitations et des groupes de paysans) deux équipes évoluent actuellement sur le terrain ; l'équipe de Boussédou constituée de Mamadou Samba CAMARA (SNPRV-Macenta) et de Joba ONIVOGUI (AVB de Boussédou), et celle de Nienh composée Ouo-Ouo Alfred TONAMOU (SNPRV-N'zérékoré) et Albert Kolinan HAGBALAMOU (stagiaire recruté par l'IRAG).

En fonction des résultats de l'activité 1 (identification des pratiques innovantes, le coordinateur du projet a conçu un premier questionnaire d'enquête (individuel ou d'exploitation et collectif ou de groupe) et l'a soumis à l'approbation des responsables de l'activité en question pour corrections et suggestion avant sa mise en pratique.

Pour l'**activité 3** dont la responsable est Madame Watta CAMARA du Centre forestier de N'zérékoré, le coordinateur du projet a ajouté que cette activité n'a pas encore commencé car il y avait un préalable qui est la restitution et la validation auprès des paysans des villages des pratiques innovantes identifiées par l'activité. Cette restitution n'est pas encore effectuée par manque de moyens logistiques et financiers.

Concernant l'**activité 5**, qui est placée sous la responsabilité de Jonas Siba DOPAVOGUI, l'enquête est beaucoup avancée à Boussédou et le rapport en cours de rédaction. Elle sera réalisée à Nienh dès que la modélisation des exploitations de Boussédou est effective.

Le coordinateur a indiqué quelques difficultés dont :

- la difficile gestion financière due d'une part au retard dans l'envoi des fonds sur le terrain, et à la baisse du taux de change d'autre part

En vue de parer à ces difficultés, le coordinateur informé les participants sur quelques solutions entreprises par lui conformément aux recommandations du dernier CLC relatives à l'ajustement des budgets en fonction des fluctuations monétaires en vigueur.

La reformulation du budget de tout le projet a donc fait passer le budget initial du projet qui était de soixante six million de franc guinéen (66.000.000 fg) lors du CLC de mai 2007 à quarante deux millions de franc guinéen (42.000.000 fg) excluant celui des activités 8 et 9 qui n'étaient pas financées. Cependant, le Projet de Développement Agricole Durable de Guinée forestière (PRODAD-GF) se porte volontaire pour la prise en charge de la réalisation de l'activité 8.

La rédaction et le dépôt à la Direction Générale de l'IRAG d'un plan de trésorerie pour le reste de l'année 2007 doit pouvoir faire éviter tout retard de financement.

A la suite de ce plan de trésorerie il a été joint la demande à la Direction Générale de l'IRAG du paiement des trente quatre millions de franc guinéen (34.000.000 fg) qui ont servi à la réparation de la voiture actuellement utilisée par la SMFG.

Le coordinateur poursuit que les activités 4 et 6 sont dans l'attente de la satisfaction (même partielle) du plan de trésorerie pour leur démarrage.

Pour terminer, l'expérience de partenariat entre le projet et ses différents partenaires a été évoquée par le coordinateur comme suit :

- les paysans fondent beaucoup d'espoir sur la collaboration avec du projet DURAS.
- Cependant, l'implication de certains partenaires (projets et services) semble souffrir d'un découragement à cause des retards dans l'exécution des activités programmées.

Le coordinateur exprime le souhait de la formation d'un comité de rédaction sur les activités déjà réalisées en vue de l'envoi du rapport pour la Cameroun. Il termine ses interventions par la proposition d'un comité de rédaction constitué de : Daniel KOLIE, Mory HABA, Sékouba Gbamou TRAORE, Claude Jannot.

Les fonctions de modérateur de la session sont confiées à Madame Henriette KOUROUMA du SNPRV.

Débat

- Jean Marie KALMS propose de faire le bilan des activités passées, les acquis de ces activités. Il se posera la question de savoir pourquoi les activités ne sont pas réalisées car il y a eu un virement de 3600 euro en Mai 2007.

Il fait aussi remarqué que le CLC devrait prendre en compte les activités budgétaires.

Quelques explications données par le coordinateur permettront à J.M.KALMS de s'apercevoir qu'il y a eu un préalable qu'est la mauvaise gestion financière. Il demandera aussi au coordinateur s'il existait toujours de l'argent à la Direction Générale.

- Sékouba.G. TRAORE en tant nouveau coordinateur donnera des explications sur le niveau de décaissement des fonds, il dira que l'argent obtenu dans un premier temps aurait servi à la régularisation : des dettes contractées auprès des assistants techniques, au paiement des arriérés des activités 1, 2 et 5, du fonctionnement de la coordination, y compris le consommable du bureau.

Sur un total de dix millions de franc guinéen (10.000.000 fg), 3.000.000 fg auraient servi à la régularisation des dettes des assistants techniques (justifiés), il restait au coordinateur de faire la situation des sept millions de franc guinéen (7.000.000 fg).

- Les participants (Nathalie LAMANDA, Fadja, Henriette) ont demandé au coordinateur de leur fournir le détail sur un montant de sept million (7.000.000 fg). Le rapport financier devra parvenir aux membres du CLC et aux assistants techniques à la date du 24 du mois en cours.

- Nathalie insiste à ce que le coordinateur se conforme au tableau Excel qu'elle l'aurait fourni au cours d'une séance de travail sur l'enregistrement des dépenses par ligne et rubrique.

- Fadja fait remarquer qu'il devrait y avoir une passation de service entre les coordinateurs sortant et entrant pour une clarification de la situation financière.

- Nathalie demande au coordinateur le partage des informations, de produire des rapports à chaque réunion, à chaque mission de travail de terrain. Elle pense qu'il y a beaucoup de réalisations, mais il n'y a pas eu production de rapports ni de notifications.

I- Le point sur les résultats disponibles des activités réalisées ou en cours de réalisation (1, 2, 3, 5, 7)

Activité 1 :

- Sur le site de Nienh, le responsable de l'activité est Daniel KOLIE, les travaux de collecte d'information de terrain sont terminés, et le rapport en phase de correction pour la mise en forme ;

- Sur le site de Boussédou, le responsable est Mory HABA, les travaux de terrain sont aussi terminés, et le rapport est en phase de correction sur la base des dernières critiques formulées par Jean Marie KALMS. Mory explique que le travail avec Mélanie (stagiaire) lui aurait permis de retrouver des erreurs de formules de calcul. Après quelques remarques de Nathalie sur les méthodes de calcul et le niveau de l'échantillonnage, Mory répond qu'il tiendra compte de toutes les remarques lors des prochaines corrections.

- Fadjia et Henriette insistent auprès des deux responsables de l'activité 1 de prendre en compte les différentes critiques formulées par l'assistance technique et de déposer les rapports définitifs le mardi 28 août 2007 à la coordination.

- Fadjia ajoute que le souhait des partenaires ainsi que des paysans est qu'après le projet DURAS qu'il ait un grand projet qui puisse assurer la continuation.

Activité 2 et 3

Il y a eu un consensus entre les membres du comité local de concertation et les responsables de mener conjointement la réalisation de ces deux (2) activités.

Pour la réalisation de l'activité 2, une fiche d'enquête a été conçue avec l'implication des responsables de l'activité et du coordinateur Duras guinée forestière. Les travaux de terrain de l'activité sont terminés en cours de réalisation à Boussédou et à Nienh.

L'enquête porte pour le moment sur deux (2) innovations (Arachide et Niébé) qui ont été identifiées sur les deux sites. Une mission du coordinateur et de Claude Jannot (assistant technique) à Boussédou aurait permis la validation de ces innovations.

- Jean Marie KALMS déclare ne pas comprendre la méthodologie employée pour cette activité. Il demande comment l'activité va permettre de voir l'origine des informations ?

- Nathalie demande qu'elle a été la stratégie employée, et qu'elle est la méthode choisie ? Elle demande à ce que l'activité fasse un lien entre la partie agraire et les pratiques innovantes.

- Sékouba Gbamou répond que pour l'activité 2, il y a deux types de questionnaires : un questionnaire individuel pour l'exploitation et un questionnaire collectif ou de groupe pour comprendre comment les innovations sont diffusées à travers le groupe.

- Les participants jugent primordiale la nécessité de faire la restitution aux paysans des pratiques innovantes identifiées.

- Pour J.M.KALMS, la méthode qui a permis l'identification des pratiques innovantes est une méthode de la recherche classique qui reste contraire à la philosophie du projet DURAS qui propose une recherche en partenariat avec une forte implication du paysan dans les activités. Il pense que l'Arachide et le Niébé peuvent être considérés comme des portes d'entrée.

- Nathalie insiste sur la nécessité de faire une confrontation avec les paysans pour la validation des innovations et leur hiérarchisation. Cette confrontation avec les paysans permettra de savoir quelles sont les pratiques innovantes pour lesquelles les paysans sollicitent un accompagnement. Elle demande au coordinateur d'expliquer aux autres partenaires les restitutions qui ont lieu dans les villages sur la gestion et le fonctionnement du foncier (système agraire).

Elle conclue qu'au cours des restitutions les assistants techniques prendront en charge la carburant des voitures.

- Jean Marie KALMS remarque que les discussions de ce CLC montrent un manque de concertation entre les partenaires. Dans le même ordre d'idée Fadja déclare que la réunion d'aujourd'hui illustre un début de découragement des autres partenaires. Henriette invite pour ce faire, le coordinateur à créer les conditions favorables pour le retour des autres partenaires.

- Sékouba partage le point de vue des participants sur la tenue de la restitution aux paysans des pratiques innovantes identifiées et souhaite que les dates de la tenue de cette restitution et les conditions pratiques de réalisation soient définies ensemble.

- Fadja sollicite que toutes les invitations soient dorénavant faites 3 à 4 jours à l'avance pour permettre aux invités d'informer leur autorité administrative de tutelle.

Activité 5

Le responsable de cette activité à Boussédou, Jonas SIBA DOPAVOGUI déclare que l'enquête a porté sur 18 exploitations qui résultent de la typologie des exploitations de l'activité 1. Au cours de cette typologie, 9 types d'exploitations ont été identifiés soit 2 exploitations par type). Sur les 18 prévues, il y a 16 exploitations dont les enquêtes sont terminées. Il y a eu 122 parcelles qui ont été levées et caractérisées. Ce n'est qu'après la modélisation des exploitations (en cours) que l'enquête commencera dans les quinze exploitations identifiées à Nienh.

- Nathalie propose de faire une estimation pour la réalisation de l'activité 5. Mais avant il est indispensable de faire la modélisation entière d'une exploitation car le responsable ne maîtrise pas encore le logiciel olympe. Ce n'est qu'après cet exercice que nous pourrions faire une estimation du temps de réalisation de cette activité à Nienh.

- Claude Jannot promet de passer une semaine à N'zérékoré ou à Sérédou pour appuyer Jonas dans la saisie des données à son retour de Conakry.

- Jean Marie pense que cette activité ne devrait pas coûter chère car elle dispose déjà des informations de l'activité 1, il ne reste qu'à les compléter.

- Jonas sollicite des moyens (logistiques) pour faciliter son déplacement et évoque la situation du groupe de Sérédou qui fonctionne quelque fois 3 heures par jour ; ce qui ne lui permet pas d'évoluer à sa guise dans ses travaux.

- Fadja dira que pour améliorer les conditions de travail de Jonas, il devra proposer au coordinateur un chronogramme d'activité pour éviter tout arrêt. Il ajoute que pour la saisie des données sous olympe, il peut se déplacer à l'Antenne à N'zérékoré où le courant électrique est un plus régulier.

II- Programmation de nouvelles activités 4 et 6

- Le coordinateur informe que la réalisation de cette activité nécessite le déplacement de la majorité des partenaires.
- Jean Marie KALMS fait remarquer que pour les activités 4 et 6, il était prévu **3** rencontres pour chacune d'elles : une en début de campagne, une en milieu et la troisième en fin de campagne. Il n'est possible de réaliser maintenant qu'une seule au mois de novembre 2007 pendant les récoltes. En fonction des ratés qui ont déjà eu lieu pour ces activités, à la fin du présent CLC, il faudrait reformuler leurs budgets.
- Fadja propose que la coordination fasse dès maintenant une demande de fond afin de parvenir à la réalisation de l'unique rencontre restante, car la DG dispose actuellement de 3800 euro sur les comptes due DURAS.

III- L'activité 8 qui devrait être prise en charge par le PRODAD, va encore attendre car le dit projet est cours de reformulation.

- Henriette propose une délocalisation des fonds pour éviter tout cas de rupture de fonds pouvant empêcher le bon déroulement des activités.

Préparation du bilan des activités

La coordination souhaite savoir s'il faut envoyer une synthèse des activités, ou les rapports de toutes les activités à la fois au Cameroun le **15 octobre 2007**.

- Jean Marie KALMS répond qu'il est mieux d'envoyer le rapport de chaque activité dès que disponible, et ensuite envoyer à la fin un rapport de synthèse.

RECOMMANDATIONS

Le comité local de concertation recommande :

- Le coordinateur du projet DURAS guinée forestière doit fournir aux membres du CLC et aux assistants techniques le rapport financier détaillé le vendredi 24 août 2007 ;
- L'organisation dans un bref délai de la restitution auprès des paysans des pratiques innovantes identifiées par l'activité 1 du projet DURAS en vue de leur validation, le 25 août ;
- La coordination devra tout mettre en œuvre pour assurer une bonne circulation de l'information entre les différents partenaires et les membres du CLC ;
- La révision des budgets de chaque activité en fonction de la variation du taux de change ;
- La révision du plan de trésorerie en fonction du chronogramme de chaque activité ;
- Le retour au projet DURAS de la voiture actuellement en service à la SMFG doit être effectif à la fin du mois d'Octobre 2007 (annonce faite par J.M KALMS) ;
- Le CLC sollicite la mise en bon état de cette voiture avant d'être rétrocédée à DURAS et revendique le payement de sa location pour le service rendu à la SMFG.

ANNEXE 5

Annonce de l'atelier de bilan des projets DURAS (cf. message du 6/08/2007)

Chers collègues,

J'espère que vous allez bien.

Nous vous informons que nous sommes en train de réfléchir au montage d'un prochain atelier dont le contenu portera sur l'expérience et les leçons tirées lors de la mise en œuvre de vos projets Duras.

En effet, comme cela a été évoqué, à plusieurs reprises lors de nos visites de terrain, nous devons systématiquement documenter ces expériences si nous voulons en tirer profit.

Cette documentation une fois réalisée, nous permettra de partager la richesse de ces expériences tout en contribuant à l'ensemble des connaissances sur l'innovation. Elle nous permettra aussi de mieux faire comprendre et d'apprécier l'importance d'impliquer divers acteurs dans le processus de recherche et d'innovation agricole. Nous devons réfléchir, examiner et reproduire sur documents la dynamique présente dans vos projets multi acteurs, multi pays et multidisciplinaire en y impliquant vos différents partenaires.

Il faut, comprendre et analyser les facteurs et les conditions qui facilitent et/ou limitent le partenariat dans le processus de recherche et d'innovation agricole qui est au cœur du projet DURAS. Tandis que chacun d'entre vous s'efforce de mesurer la contribution émergente de son projet respectif au développement durable, il devient évident que pour valoriser l'expérience et les résultats du projet, des efforts supplémentaires doivent être faits pour contribuer à une meilleure compréhension des processus qui produisent les changements dans le contexte de chaque projet.

En tant que telle, la cellule de suivi du projet DURAS mobilise les ressources nécessaires à l'organisation de cet atelier qui comporte les éléments suivants :

1. Organisation des informations (par exemple, proposition complète, des rapports sur l'état d'avancement du projet, les autres documentations existantes sur des résultats de recherche, etc.) ;
2. Discussion et analyse des documents ainsi que l'expérience globale détaillée du projet pour comprendre son déroulement ;
3. Définition des conclusions qui seront utiles sur la production de nouvelles connaissances ;
4. Présentation des résultats dans le format choisi par les participants (par exemple : article, petite vidéo, etc.).

Etant donné que les projets Duras sont à la fois accueillis dans des pays francophones et anglophones, Il est prévu d'organiser deux ateliers séparés. L'atelier francophone réunira 7 des 12 projets et nous proposons qu'il ait lieu dans un des pays suivants : Bénin, Cameroun ou Burkina Faso. Hormis les considérations budgétaires, ces 3 pays accueillent chacun, 2 projets DURAS. L'idée est d'organiser l'atelier fin octobre ou début novembre 2007.

Par contre, l'atelier anglophone qui réunira les 5 autres projets, aurait lieu au Vietnam où trois projets sont accueillis. Les participants des projets basés en Afrique du Sud (c.-à-d., IPR et FAIR) seront invités à joindre ce groupe. Les prévisions budgétaires initiales prouvent que c'est l'option la plus économique. Nous pensons que cet atelier pourrait se tenir la 3ème ou 4ème semaine de janvier 2008.

Intéressé par la co-organisation de l'atelier ?

Si vous êtes intéressé de co-organiser l'atelier, merci de nous adresser votre proposition de 3 pages maximum, y compris vos suggestions pour la visite d'étude sur le terrain. Vous pouvez également impliquer des équipes d'autres projets DURAS dans votre pays.

Votre proposition devrait également inclure une estimation budgétaire détaillée et exprimée en EURO (voir l'annexe 1 pour le format).

Le « **Projet hôte de l'atelier** », sera responsable de la logistique suivante et sera aidé par la cellule de suivi du projet DURAS:

- Salle de réunion équipements informatiques (e.g. video, projecteur) et petites fournitures (e.g. tableaux papier, stylos, bloc-notes, cartes, etc.)
- Logement (hôtel) pour les participants et les invités
- Repas (midi et soir) et pauses-café
- Lettre d'invitation aux participants qui auront besoin d'un visa d'entrée
- Déplacements (e.g. de l'aéroport à l'hôtel, visite sur le terrain)
- Planification et organisation de la visite d'étude sur le terrain
- Documentation pour l'atelier (e.g. compte rendu, photos)

Ce sera la proposition la plus économique et la plus attrayante qui sera choisie.
Date limite de soumission : *03 septembre 2007*.

Comme Il s'agit d'une activité imprévue, nous sommes en cours de discussion avec quelques partenaires/donateurs qui financeront notre atelier, y compris les coûts des transports internationaux. L'organisation de cet évènement dépendra donc de ces fonds.

Veuillez trouver ci-joint, pour votre information, un document concernant cet atelier

Nous espérons pouvoir obtenir la réponse finale des collaborateurs éventuels début septembre 2007. En attendant, veuillez prendre note de cette activité.

Bien cordialement
Oliver

ANNEXE 6

Compte rendu de la rencontre avec la mission du FIDA pour le projet PRODAD

MISSION DES CONSULTANTS DU FIDA SUR LA REFORMULATION DU PRODAD (Projet de Développement Agricole Durable de Guinée Forestière) Réunion à l'antenne IRAG de N'Zérékoré le 16 08 2007 (10h45-12h30)

Participants :

- consultants du FIDA
Salam Touré, ex-directeur du BCPA. Tél. 60 28 40 42 salamtoure2005@yahoo.fr
Dr Frans Goossens, agroéconomiste.
Dr Luzietoso Nguala, économiste. Tél. 64 68 05 48 – hôtel Camayenne.
- PRODAD
Julien Mano, responsable de la gestion des terroirs
Dr. André Lama, chargé de la diversification et de l'intensification agricole
Mandjou Sylla, responsable du suivi/évaluation
Koumbasa, responsable de la microfinance
- IRAG
Koïkoï Zoumanigui, directeur du CRAS
Sékouba Gbamou Kallass Traoré, chef d'antenne à N'Zérékoré.
Yaya Soumah, agroéconomiste
Claude Jannot, assistant technique
- CIRAD
Jean-Marie Kalms, agronome en mission d'appui à l'IRAG.

Compte-rendu succinct :

Il s'agit d'une mission courte (3 jours) d'identification par le FIDA des nouvelles orientations à donner au PRODAD (Projet de Développement Agricole Durable de Guinée Forestière).

La mission d'identification, qui sera conduite par M. S. Touré est prévue à partir du 26 août.

Le FIDA abandonne l'approche de gestion des terroirs pour une approche par filières.

La mission souhaite connaître les acquis de l'IRAG et ses domaines de compétence actuels en matière d'appui aux filières prioritaires : riz, palmier à huile, et éventuellement d'autres à identifier (diversification alimentaire : racines et tubercules, maraîchage, élevage, pisciculture,...).

Le directeur du CRAS a présenté l'organisation scientifique du Centre en cinq programmes et leur implication dans les projets de recherche (FSP agroforesterie, Duras Forêt, Duras bananes,...) ainsi que dans l'appui aux projets de développement (GTZ – Gueckédou, Soguipah, PPGF) et aux études (SMFG).

Les questions ont concerné principalement la filière riz, la problématique du riz de coteau et du riz de bas-fond, la capacité à fournir des semences améliorées, et la filière palmier.

Pour la fourniture de semence, l'IRAG est capable de fournir la semence de base (Centre de Kilissi et ADRAO/ARI pour le Nerica) à des paysans ou à des groupements qui seraient chargés de la multiplier, avec l'appui des chercheurs de l'IRAG. Ceux-ci sont également aptes à certifier la qualité de ces semences, activité qui est déjà pratiquée avec des ONG sous-traitantes du PAM.

En réponse aux questions sur les bas-fonds, les chercheurs ont souligné l'importance de distinguer les types de sols qui conditionnent l'évolution de leur fertilité en cas d'aménagement. Il a été suggéré à la mission de consulter le chapitre correspondant de la thèse de J. Delarue, bientôt disponible sur CD-

Rom. L'expérience réussie de rizipisciculture par le PPGF a été présentée comme une alternative durable.

Pour le riz de coteau, il a été souligné la corrélation entre la durée de la jachère et les rendements, du fait que l'absence d'apport d'engrais. Lorsque la durée de jachère n'est plus que de deux ou trois ans, le rendement atteint à peine 250 à 300 kg/ha, tandis que les besoins en main d'œuvre pour le désherbage doublent, à tel point que les femmes commencent à refuser le désherbage manuel et demandent l'application d'herbicides, dont l'usage se développe.

Bien que le riz demeure l'aliment de base des populations de Guinée forestière, il est constaté un début de diversification des habitudes alimentaires, notamment avec le manioc (transformation en attiéké par des réfugiées ivoiriennes) et un regain localisé de l'arachide et du niébé. Il serait important d'appuyer la formation des femmes aux techniques de transformation, sources de revenus, et de préparation culinaire de ces productions en vue de diversifier l'offre alimentaire et de réduire ainsi les besoins en riz.

En matière de coût de production du riz, l'IRAG dispose de résultats récents (2005 à 2007) dans différents villages. Il a été souligné que l'intensification de la production rizicole était conditionnée par un appui à la commercialisation (microcrédit et banque de céréales), car actuellement les riziculteurs sont à la merci des commerçants et hypothèquent chaque année 30 à 50% de leur production.

Concernant le palmier à huile, les questions ont principalement porté sur la transformation des régimes. En réponse, il a été suggéré de promouvoir le malaxeur de fruits de palme, de préférence en le rendant mobile, comme c'est le cas pour les concasseurs à palmistes. Il a été souligné l'importance de soutenir simultanément le développement de la palmeraie naturelle, dont l'huile joue le rôle d'améliorateur de goût et de couleur pour l'huile issue des palmiers sélectionnés, et la diffusion de ces derniers, qui sont beaucoup plus productifs et dont la demande en semences est très forte. L'appui à cette filière doit prendre en compte le fait que les plus démunis n'ont pas accès au foncier pour planter des palmiers améliorés.

A ce titre, il a été rappelé que le droit coutumier reste appliqué et que ce sont les familles fondatrices qui contrôlent l'accès au foncier. Les règles de gestion communautaire des terres sont décrites avec précision dans la thèse d'Aboubacar Camara, qui est disponible sous format .pdf.

Les compétences de l'IRAG ne se limitent pas aux seules ressources du CRAS, car des spécialistes du maraîchage peuvent être mobilisés à Foulaya, et des spécialistes de l'élevage à Bareng où un assistant technique, docteur vétérinaire, est également en poste.

La mission du FIDA a émis le souhait que les relations entre l'IRAG et le PRODAD s'améliorent et invite les partenaires à réfléchir sur une nouvelle forme de collaboration.

RESUME

Cette mission a permis d'apporter un appui à l'équipe de l'IRAG/CRAS chargée de l'étude socioéconomique de base dans les communautés riveraines de la Réserve de Biosphère des Monts Nimba (RBMN), où est localisé le site minier de la SMFG. Le déroulement de la mission a été fortement perturbé par des difficultés logistiques, techniques et de retard de virement des fonds. Néanmoins, celles-ci ont pu être surmontées avec la solidarité de toute l'équipe et de l'appui des AT affectés en région forestière. Le début tardif de la cartographie participative des territoires et des secteurs socio-fonciers des communautés (en début de mission) permet d'envisager sa réalisation pour mi septembre, de même pour la finalisation de la base de données ménages. Mais la rédaction du rapport final risque d'être retardée par le départ de deux chercheurs en formation en France, début septembre.

L'étude de la ville de Lola qui a commencé début août, est en bonne voie, et permet d'envisager sa culmination pour le mois de décembre.

L'appui limité en temps au projet « forêt » Duras a permis l'organisation de la réunion du Comité Local de Coordination. Ce forum a redynamisé le projet, suite au changement de coordonnateur en avril, mais dont la gestion a été fortement critiquée par les partenaires du projet. Ceux-ci restent cependant motivés et engagés dans les activités prévues. Mais le retard à la mise à disposition des fonds au projet par la DG de l'IRAG reste encore un obstacle à surmonter.

Des contacts avec deux projets (FIDA /PRODAD-GF) et ACF ont permis d'envisager des perspectives de collaboration.

Les contacts à la DG de l'IRAG ont permis d'avancer dans la préparation de la proposition d'un atelier national de formation à l'approche de recherche-action en partenariat et des systèmes d'innovation, avec la participation des principaux partenaires de l'IRAG.

MOTS CLES : étude socioéconomique, communautés villageoises, suivi de projets, partenariat, Guinée